



ERRATUM

Sous-commission paritaire des tuileries

**CCT n° 156914/CO/113.04
du 03/10/2019**

Correction du texte néerlandais :

- Le titre de l'article 11 de la CCT doit être modifié comme suit : « Inwerkingtreding, **geldigheidsduur** en opzegging van de collectieve arbeidsovereenkomst ».
- A la section 8 « Uittreding » du chapitre II de l'annexe 1^{ère} la référence à l'« artikel 2.12 » (à deux reprises) doit être remplacée par « artikel 2.13 ».

Correction du texte français :

- A la fin de la CCT, à la citation des annexes, « Alinéa 3 » doit être remplacé par « **Section 3** ».
- A l'annexe 1^{ère}, dans le préambule, la dernière puce doit être corrigée comme suit : « la nouvelle législation relative au traitement des données à caractère personnel, notamment : Ordonnance (EU UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil d'administration du 27 avril 2016 relative à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et relative à la libre circulation de ces données abrogeant la Directive 95/46/EG (Jo.L. 119/1 du 4 mai 2016). »
- Tout au long de l'annexe 1^{ère}, « Article » doit être remplacé par « **Section** ».

ERRATUM

Paritair Subcomité voor de pannbakkerijen

**CAO nr. 156914/CO/113.04
van 03/10/2019**

Verbetering van de Nederlandstalige tekst :

- Titel van artikel 11 moet als volgt verbeterd worden : « Inwerkingtreding, **geldigheidsduur** en opzegging van de collectieve arbeidsovereenkomst ».
- In sectie 8 « Uittreding » van hoofdstuk II van bijlage 1, moet de verwijzing naar « artikel 2.12 » (tweemaal) vervangen worden door « artikel 2.13 ».

Verbetering van de Franstalige tekst :

- Op het einde van de CAO, waar de bijlagen zijn vermeld, moet « Alinéa 3 » vervangen worden door « **Section 3** ».
- In bijlage 1, in de voorwoord, moet de laatste opsommingsteken als volgt verbeterd worden : « la nouvelle législation relative au traitement des données à caractère personnel, notamment : Ordonnance (EU UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil d'administration du 27 avril 2016 relative à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et relative à la libre circulation de ces données abrogeant la Directive 95/46/EG (Jo.L. 119/1 du 4 mai 2016). »
- Door de hele bijlage 1 moet « Article » vervangen worden door « **Section** ».

- Au point 2.8. de la section 2 du chapitre I^{er} de l'annexe 1^{ère}, « prorogé » doit être corrigé en « prorogé ».
- A ce même point, second tiret, « employé » doit être remplacé par « **travailleur** ».
- Au point 2.12. de la section 2 du chapitre I^{er} de l'annexe 1^{ère}, la date du « 9 juin 2020 » doit être remplacée par « 9 juin **2010** ».
- Le point 2.13. de la section 2 du chapitre I^{er} de l'annexe 1^{ère} doit être corrigé comme suit :

« 2.13. Désaffiliation Sortie

Soit la résiliation de la convention autre que le décès ou la Pension. N'est pas considéré comme **désaffiliation sortie**, la résiliation du contrat de travail autre que le décès ou la Pension suivie par la conclusion d'un contrat de travail avec un autre employeur, à condition que, dans le cas d'un régime de pension multi-organisateur, il existe une convention réglant les droits et les obligations de reprise. ».

Soit la fin de l'affiliation à cause du fait que ~~l'employé~~ **le travailleur** ne remplit plus les conditions d'affiliation du Régime de pension sectoriel, sans que cela coïncide avec la résiliation du contrat de travail, autre que le décès ou la Pension.

Soit la fin de l'affiliation à cause du fait que l'employeur ou, en cas de transfert du contrat de travail, le ~~nouveau~~ **nouvel** employeur, ne ressortit plus au champ d'application de la convention collective de travail ~~instauré par~~ **qui instaure** le Régime de pension sectoriel. ».

- Le point 2.16. de la section 2 du chapitre I^{er} de l'annexe 1^{ère} est corrigé comme suit : « La loi du 28 avril 2003 relative aux pensions complémentaires et le **au** régime ~~fiscale~~ **fiscal** de ces pensions et à certains avantages complémentaires en matière de sécurité sociale. »

- In punt 2.8. van sectie 2 van hoofdstuk I van bijlage 1 moet « prorogé » vervangen worden door « prorogé ».
- In dezelfde punt, tweede streepje, moet « employé » vervangen worden door « **travailleur** ».
- In punt 2.12. van sectie 2 van hoofdstuk I van de bijlage 1, moet de datum « 9 juin 2020 » vervangen worden door « 9 juin **2010** ».
- Punt 2.13. van sectie 2 van hoofdstuk I van bijlage 1 moet als volgt verbeterd worden :

« 2.13. Désaffiliation Sortie

Soit la résiliation de la convention autre que le décès ou la Pension. N'est pas considéré comme **désaffiliation sortie**, la résiliation du contrat de travail autre que le décès ou la Pension suivie par la conclusion d'un contrat de travail avec un autre employeur, à condition que, dans le cas d'un régime de pension multi-organisateur, il existe une convention réglant les droits et les obligations de reprise. ».

Soit la fin de l'affiliation à cause du fait que ~~l'employé~~ **le travailleur** ne remplit plus les conditions d'affiliation du Régime de pension sectoriel, sans que cela coïncide avec la résiliation du contrat de travail, autre que le décès ou la Pension.

Soit la fin de l'affiliation à cause du fait que l'employeur ou, en cas de transfert du contrat de travail, le ~~nouveau~~ **nouvel** employeur, ne ressortit plus au champ d'application de la convention collective de travail ~~instauré par~~ **qui instaure** le Régime de pension sectoriel. ».

- Punt 2.16. van sectie 2 van hoofdstuk I van bijlage 1 moet als volgt verbeterd worden : « La loi du 28 avril 2003 relative aux pensions complémentaires et le **au** régime ~~fiscale~~ **fiscal** de ces pensions et à certains avantages complémentaires en matière de sécurité sociale. »

- La section 1^{ère} « Affiliation » du chapitre II de l'annexe 1^{ère} doit être corrigée comme suit : « L'affiliation au Régime de pension complémentaire sectoriel est obligatoire pour tous les Ouvriers employés **occupés**, au moment de l'instauration du présent règlement ou plus tard, auprès d'un employeur ressortissant au champ d'application de la convention collective du 9 juin 2010, et ceci quelle que soit la nature du contrat de travail. »

- A la section 5 « Les garanties « vie » » du chapitre II de l'annexe 1^{ère}, le § 2 doit être corrigé comme suit : « Si le montant de la réserve accumulée était inférieur au montant de la réserve accumulée résultant de la LPC et ses ~~décisions d'application~~ **arrêtés d'exécution**, les réserves manquantes sont prélevées sur le Fonds de financement. Si les ressources du Fonds de financement étaient insuffisantes, l'Affilié ne peut s'adresser qu'à l'Organisateur (...) ».

- A la section 7 « Paiement » du chapitre II de l'annexe 1^{ère}, les deux derniers alinéas du § 1er doivent être corrigés comme suit : « En cas de décès de l'Affilié, l'Organisateur informe les bénéficiaires de ce droit dans les deux semaines suivant **la date à laquelle il a été informé du** le décès. La méthode de calcul de la rente est déterminée dans la LPC et ses ~~décisions d'application~~ **arrêtés d'exécution**. La conversion sous forme de rente n'est néanmoins pas possible si le montant annuel de la rente est, dès le départ, inférieur ou égal à 500 EUR. Le montant minimum de 500 EUR est indexé conformément aux dispositions ~~le~~ **de** la LPC (base indice pivot de 1996 : au 1er janvier 2014 = 111,64; au 1er janvier 2007 = 118,47). ».

- La section 8 « Affiliation » du chapitre II de l'annexe 1^{ère} doit être corrigée comme suit :

« Section 8. Désaffiliation Sortie

Dans un délai d'un an, l'Organisateur ou l'Affilié lui-même avant que l'Organisateur l'ait fait, informe par écrit l'Organisme de pension de la ~~désaffiliation~~ **sortie**.

Dans les 30 jours suivant cette notification par l'Organisateur, l'Organisme de pension fournit au moins les données suivantes (voir également l'article 31, § 1er, 2^{ème} ~~ème~~ **ème** alinéa LPC) :

- Sectie 1 « Affiliation » van hoofdstuk II van bijlage 1 moet als volgt verbeterd worden : « L'affiliation au Régime de pension complémentaire sectoriel est obligatoire pour tous les Ouvriers employés **occupés**, au moment de l'instauration du présent règlement ou plus tard, auprès d'un employeur ressortissant au champ d'application de la convention collective du 9 juin 2010, et ceci quelle que soit la nature du contrat de travail. »

- In sectie 5 « Les garanties « vie » » van hoofdstuk II van bijlage 1, moet § 2 als volgt verbeterd worden : « Si le montant de la réserve accumulée était inférieur au montant de la réserve accumulée résultant de la LPC et ses ~~décisions d'application~~ **arrêtés d'exécution**, les réserves manquantes sont prélevées sur le Fonds de financement. Si les ressources du Fonds de financement étaient insuffisantes, l'Affilié ne peut s'adresser qu'à l'Organisateur (...) ».

- In sectie 7 « Paiement » van hoofdstuk II van bijlage 1, moeten de laatste twee leden van § 1 als volgt verbeterd worden : « En cas de décès de l'Affilié, l'Organisateur informe les bénéficiaires de ce droit dans les deux semaines suivant **la date à laquelle il a été informé du** le décès. La méthode de calcul de la rente est déterminée dans la LPC et ses ~~décisions d'application~~ **arrêtés d'exécution**. La conversion sous forme de rente n'est néanmoins pas possible si le montant annuel de la rente est, dès le départ, inférieur ou égal à 500 EUR. Le montant minimum de 500 EUR est indexé conformément aux dispositions ~~le~~ **de** la LPC (base indice pivot de 1996 : au 1er janvier 2014 = 111,64; au 1er janvier 2007 = 118,47). ».

- Sectie 8 « Affiliation » van hoofdstuk II van bijlage 1, moet als volgt verbeterd worden :

« Section 8. Désaffiliation Sortie

Dans un délai d'un an, l'Organisateur ou l'Affilié lui-même avant que l'Organisateur l'ait fait, informe par écrit l'Organisme de pension de la ~~désaffiliation~~ **sortie**.

Dans les 30 jours suivant cette notification par l'Organisateur, l'Organisme de pension fournit au moins les données suivantes (voir également l'article 31, § 1er, 2^{ème} ~~ème~~ **ème** alinéa LPC) :

- Le montant des réserves Acquises, éventuellement complété **jusqu'**aux montants garantis en application de l'article 24 de la LPC;
- Le montant des prestations acquises.

~~Par désaffiliation~~ **En cas de sortie** telle que définie par l'alinéa 1er et 3 de l'article ~~2.12~~ **2.13**, l'Affilié a un certain nombre d'options en ce qui concerne l'affectation de ses réserves Acquises, éventuellement complétées **jusqu'**aux montants minimum garantis conformément à la législation et la réglementation d'application aux pensions complémentaires.

~~Par désaffiliation~~ **En cas de sortie** telle que définie par alinéa 2 de l'article ~~2.12~~ **2.13**, il n'y pas d'options.

Il peut opter pour un transfert vers une autre Organisation de pension et ainsi opter pour :

- le transfert à l'Organisation de pension de son nouveau employeur, y compris le **du** secteur auquel appartient son ~~nouveau~~ **nouvel** employeur, dans la mesure où il sera affilié à l'Engagement de pension de cet employeur ou secteur;
- le transfert à un Organisation de pension visé par l'arrêté royal du 14 novembre 2003 relatif à l'octroi d'avantages extra-légaux aux employés **travailleurs** visés par l'arrêté royal n° 50 du 24 octobre 1976 relatif à la pension de retraite et de survie pour employés **travailleurs** et personnes visés dans l'article 31, 1er alinéa, 1° et 2° du Code de l'impôt ~~des impôts~~ **des impôts** sur le revenu de 1992, employés en dehors un contrat de travail.

Le transfert est éventuellement limité à la partie des réserves sur laquelle ~~aucun~~ **aucun** avantage ou nantissement n'a été octroyé, ou qui n'a pas été affectée à la reconstitution d'un crédit hypothécaire.

L'Organisation de pension procède au transfert dans les 30 jours suivant la notification sur la décision de transfert.

Si l'Affilié ne choisit pas pour un transfert vers un autre organisme de pension, il peut :

- Laisser ses réserves Acquises dans le régime de pension sans changement. Dans ce cas, il bénéficie d'une couverture décès égale au montant des réserves Acquises;

- Le montant des réserves Acquises, éventuellement complété **jusqu'**aux montants garantis en application de l'article 24 de la LPC;
- Le montant des prestations acquises.

~~Par désaffiliation~~ **En cas de sortie** telle que définie par l'alinéa 1er et 3 de l'article ~~2.12~~ **2.13**, l'Affilié a un certain nombre d'options en ce qui concerne l'affectation de ses réserves Acquises, éventuellement complétées **jusqu'**aux montants minimum garantis conformément à la législation et la réglementation d'application aux pensions complémentaires.

~~Par désaffiliation~~ **En cas de sortie** telle que définie par alinéa 2 de l'article ~~2.12~~ **2.13**, il n'y pas d'options.

Il peut opter pour un transfert vers une autre Organisation de pension et ainsi opter pour :

- le transfert à l'Organisation de pension de son nouveau employeur, y compris le **du** secteur auquel appartient son ~~nouveau~~ **nouvel** employeur, dans la mesure où il sera affilié à l'Engagement de pension de cet employeur ou secteur;
- le transfert à un Organisation de pension visé par l'arrêté royal du 14 novembre 2003 relatif à l'octroi d'avantages extra-légaux aux employés **travailleurs** visés par l'arrêté royal n° 50 du 24 octobre 1976 relatif à la pension de retraite et de survie pour employés **travailleurs** et personnes visés dans l'article 31, 1er alinéa, 1° et 2° du Code de l'impôt ~~des impôts~~ **des impôts** sur le revenu de 1992, employés en dehors un contrat de travail.

Le transfert est éventuellement limité à la partie des réserves sur laquelle ~~aucun~~ **aucun** avantage ou nantissement n'a été octroyé, ou qui n'a pas été affectée à la reconstitution d'un crédit hypothécaire.

L'Organisation de pension procède au transfert dans les 30 jours suivant la notification sur la décision de transfert.

Si l'Affilié ne choisit pas pour un transfert vers un autre organisme de pension, il peut :

- Laisser ses réserves Acquises dans le régime de pension sans changement. Dans ce cas, il bénéficie d'une couverture décès égale au montant des réserves Acquises;

- Opter pour recevoir ses réserves Acquises de manière anticipée dans la mesure où cela n'est pas contraire à la législation et réglementation ~~des pension~~ **sur les pensions** complémentaires.

Si l'Affilié n'a pas communiqué son choix par écrit dans les 30 jours après avoir été informé des différentes options, il est censé avoir choisi pour le maintien de ses réserves Acquises dans la Pension sans modification à l'Engagement de pension.

A la fin de cette période, il peut encore choisir à tout moment de transférer ses réserves Acquises vers une autre organisme de pension ou structure ~~de réception~~ **d'accueil**.

La couverture d'éventuels déficits par rapport à la garantie minimale conformément à la législation et réglementation d'application aux pensions complémentaires est effectuée au plus tard lors d'un des événements suivants :

- Le transfert des réserves Acquises vers une autre organisme de pension ou structure ~~de réception~~ **d'accueil**.
 - La pension de l'Affilié.
 - La liquidation du Régime de pension. ».
- A la section 9 « Fonds de financement » du chapitre II de l'annexe 1^{ère}, § 2, a), b), premier et second tiret (à trois reprises donc) « Article » doit être remplacé par « **Section** ».
 - A la section 10 « Non-paiement des cotisations » du chapitre II de l'annexe 1^{ère}, les 2nd et 3^{ème} alinéas sont corrigés comme suit : « (...) En cas de non-paiement des cotisations par l'Organisateur, ~~celui-ci sera envoyé~~ par l'Organisme de pension **lui adressera** une lettre de mise en demeure par ~~recommandée~~ **recommandé**. Cette lettre recommandée dans laquelle l'Organisateur est rappelé de payer et **qui** attire l'attention de celui-ci sur les conséquences en cas de non-paiement, est envoyée au plus tard trente jours après la date d'échéance du paiement des cotisations. (...) »

- Opter pour recevoir ses réserves Acquises de manière anticipée dans la mesure où cela n'est pas contraire à la législation et réglementation ~~des pension~~ **sur les pensions** complémentaires.

Si l'Affilié n'a pas communiqué son choix par écrit dans les 30 jours après avoir été informé des différentes options, il est censé avoir choisi pour le maintien de ses réserves Acquises dans la Pension sans modification à l'Engagement de pension.

A la fin de cette période, il peut encore choisir à tout moment de transférer ses réserves Acquises vers une autre organisme de pension ou structure ~~de réception~~ **d'accueil**.

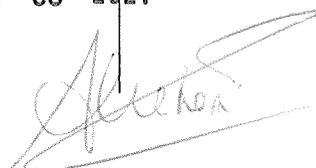
La couverture d'éventuels déficits par rapport à la garantie minimale conformément à la législation et réglementation d'application aux pensions complémentaires est effectuée au plus tard lors d'un des événements suivants :

- Le transfert des réserves Acquises vers une autre organisme de pension ou structure ~~de réception~~ **d'accueil**.
 - La pension de l'Affilié.
 - La liquidation du Régime de pension. ».
- In sectie 9 « Fonds de financement » van hoofdstuk II van bijlage 1, § 2, a), b), eerste en tweede streepje (driemaal dan) moet « Article » vervangen worden door « **Section** ».
 - In sectie 10 « Non-paiement des cotisations » van hoofdstuk II van bijlage 1, moeten de 2^{de} et 3^{de} leden als volgt verbeterd worden : « (...) En cas de non-paiement des cotisations par l'Organisateur, ~~celui-ci sera envoyé~~ par l'Organisme de pension **lui adressera** une lettre de mise en demeure par ~~recommandée~~ **recommandé**. Cette lettre recommandée dans laquelle l'Organisateur est rappelé de payer et **qui** attire l'attention de celui-ci sur les conséquences en cas de non-paiement, est envoyée au plus tard trente jours après la date d'échéance du paiement des cotisations. (...) »

- A la section 11 « Dispositions fiscales et montants bruts » du chapitre II de l'annexe 1^{ère}, le § 2 doit être corrigé comme suit : « Conformément à la législation fiscale belge en vigueur à la date de début de l'Engagement de pension, les cotisations de l'employeur constituent des dépenses professionnelles déductibles dans la mesure où le montant total des allocations garanties, des pensions légales et tout autre allocation de même nature par ce règlement de pension, ne dépasse pas le 80 p.c. du dernier salaire brut normal. ~~Ceci prend en compte~~ **En tenant compte** de la durée normale de l'activité professionnelle, ~~ette~~ **de la** transférabilité en faveur du conjoint survivant (avec un maximum de 80 p.c.) et **de** l'indexation anticipée de l'intérêt (avec un maximum de 2 p.c.). »
- A la dernière puce de la section 2 « Droits et obligations de l'organisme de pension » du chapitre III de l'annexe 1^{ère}, « du paragraphe » doit être remplacé par « **du point** ».
- A la section 1^{ère} « Objectifs de traitement » du chapitre IV de l'annexe 1^{ère}, au premier alinéa, « employés » doit être remplacé par « **travailleurs** ».
- A la section 1^{ère} du chapitre IV de l'annexe 1^{ère}, à l'alinéa juste avant « Droits de la personne concernée », « (EEC) » doit être remplacé par « **(EEE)** ».
- A la section 1^{ère} du chapitre IV de l'annexe 1^{ère}, au titre « Droits de la personne concernée », à l'adresse renseignée, « Brussel » doit être remplacé par « **Bruxelles** ».
- A la section 3 du chapitre IV de l'annexe 1^{ère}, point « Droit applicable », « différent » doit être remplacé par « **différend** ».
- A la section 4 du chapitre IV de l'annexe 1^{ère}, point « Disposition finale », le premier alinéa doit être corrigé comme suit : « Le présent Règlement de pension est convenu sur la base des dispositions et applications actuellement connues de la LPC et ses ~~décisions d'application~~ **arrêtés d'exécution.** »
- In sectie 11 « Dispositions fiscales et montants bruts » van hoofdstuk II van bijlage 1, moet § 2 als volgt verbeterd worden : « Conformément à la législation fiscale belge en vigueur à la date de début de l'Engagement de pension, les cotisations de l'employeur constituent des dépenses professionnelles déductibles dans la mesure où le montant total des allocations garanties, des pensions légales et tout autre allocation de même nature par ce règlement de pension, ne dépasse pas le 80 p.c. du dernier salaire brut normal. ~~Ceci prend en compte~~ **En tenant compte** de la durée normale de l'activité professionnelle, ~~ette~~ **de la** transférabilité en faveur du conjoint survivant (avec un maximum de 80 p.c.) et **de** l'indexation anticipée de l'intérêt (avec un maximum de 2 p.c.). »
- In de laatste opsommingsteken van sectie 2 « Droits et obligations de l'organisme de pension » van hoofdstuk III van bijlage 1, moet « du paragraphe » vervangen worden door « **du point** ».
- In sectie 1 « Objectifs de traitement » van hoofdstuk IV van bijlage 1, in de eerste lid, moet « employés » vervangen worden door « **travailleurs** ».
- In sectie 1 van hoofdstuk IV van bijlage 1, in de lid vóór « Droits de la personne concernée », moet « (EEC) » vervangen worden door « **(EEE)** ».
- In sectie 1 van hoofdstuk IV van bijlage 1, in de titel « Droits de la personne concernée », in het adres, moet « Brussel » vervangen worden door « **Bruxelles** ».
- In sectie 3 van hoofdstuk IV van bijlage 1, punt « Droit applicable », moet « différent » vervangen worden door « **différend** ».
- In sectie 4 van hoofdstuk IV van bijlage 1, punt « Disposition finale », moet de eerste lid als volgt verbeterd worden : « Le présent Règlement de pension est convenu sur la base des dispositions et applications actuellement connues de la LPC et ses ~~décisions d'application~~ **arrêtés d'exécution.** »

Décision du

04-03-2021 Beslissing van



PARITAIR SUBCOMITÉ VOOR DE PANNENBAKKERIJEN

CAO van 03/10/2019

tot aanvulling van de CAO van 09/06/2010 (nr. 102950), die in werking treedt vanaf 01/01/2019

Invoering van een Sectoraal Aanvullend Pensioenstelsel voor de werklieden van de
Pannembakkerijen

Artikel 1. Voorwerp van de CAO

Deze CAO wordt gesloten in uitvoering van de wet van 28 april 2003 betreffende de aanvullende pensioenen en het belastingstelsel van die pensioenen en van sommige aanvullende voordelen inzake sociale zekerheid. Deze wet wordt verder in deze CAO aangeduid als WAP.

Deze CAO heeft als enig onderwerp de invoering van een Sectoraal Aanvullend Pensioenstelsel en omvat de pensioentoezegging van het type 'vaste bijdrage ' die bepaald is in het Pensioenreglement dat bijlage 1 vormt van deze CAO.

Artikel 2. Definities

Voor de toepassing van deze CAO dienen de begrippen hierin opgenomen te worden verstaan in hun betekenis zoals bepaald in de WAP en diens uitvoeringsbesluiten.

Bovendien hebben de begrippen die met een hoofdletter geschreven zijn de betekenis die eraan gegeven wordt in het Pensioenreglement gehecht als bijlage 1 aan deze CAO.

Artikel 3. Toepassingsgebied

Deze CAO is van toepassing op de werkgevers en op de werklieden van de ondernemingen die onder de bevoegdheid van het Paritair Subcomité voor de Pannembakkerijen ressorteren.

Onder werklieden verstaat men zowel de werklieden als de werksters.

Van de mogelijkheid, voorzien in artikel 9 van de WAP, waardoor werkgevers de mogelijkheid zouden hebben om de uitvoering van het pensioenstelsel zelf te organiseren via een pensioenstelsel op het niveau van de onderneming ("opting out"), wordt geen gebruik gemaakt door het Paritair Subcomité.

Artikel 4. Inrichter

Het Fonds voor bestaanszekerheid voor de Pannembakkerijen treedt op als de Inrichter van het Sectoraal Pensioenstelsel.

Artikel 5. Keuze van pensioeninstelling en beheer van het Sectoraal Pensioenstelsel

Bij toepassing van artikel 8 van de WAP wordt AG Insurance belast met het beheer en de uitvoering van het Sectoraal Pensioenstelsel.

Het beheer en de uitvoering van het Sectoraal Pensioenstelsel worden door AG Insurance waargenomen volgens de beheersregels vervat in de beheersovereenkomst die de Inrichter heeft gesloten met AG Insurance.

Artikel 6. Pensioentoezegging

De regels en modaliteiten inzake uitvoering van de pensioentoezegging, alsook de rechten en verplichtingen van de Inrichter, de Aangeslotenen en hun Begunstigden zijn vastgelegd in het Pensioenreglement, dat als bijlage 1 aan deze CAO is gevoegd.

In overeenstemming met artikel 41, §2 van de WAP zal er een toezichtscomité worden opgericht.

Het pensioenreglement vervat in bijlage 1 maakt integraal deel uit van deze CAO.

Artikel 7. Procedure van uittreding

De Aangeslotene wordt beschouwd als "uitgetreden" wanneer de Inrichter of de Aangeslotene de Pensioeninstelling schriftelijk op de hoogte brengt van de beëindiging van zijn

arbeidsovereenkomst en het einde van zijn tewerkstelling in de Sector of indien de Aangeslotene niet langer voldoet aan de aansluitingsvoorwaarden. Zie hiervoor artikel 2.12 in het bijhorende pensioen reglement.

Vanaf het ogenblik dat de Aangeslotene beschouwd wordt als "uitgetreden" is Art. 31, §1, tweede lid en derde lid en §2 van de WAP van toepassing.

Artikel 8. Te innen bijdragen

De bijdragen voor het aanvullend pensioenstelsel, inclusief taksen en RSZ-bijdragen voor aanvullende pensioenen zullen geïnd worden door de Inrichter.

Deze bijdragen maken deel uit van de bijdrage van de werkgevers in toepassing van hoofdstuk 4 van de statuten van het Fonds voor Bestaanszekerheid voor de Pannenbakkerijen.

Artikel 9. Nietigheid

De nietigheid van een of meer artikels of van gedeelten van artikels van huidige collectieve arbeidsovereenkomst leidt niet tot de nietigheid van de volledige collectieve arbeidsovereenkomst.

Artikel 10. Registratie en algemeen verbindend verklaring

Deze collectieve arbeidsovereenkomst zal worden neergelegd ter griffie van de Algemene Directie van de collectieve Arbeidsbetrekkingen van de Federale Overheidsdienst Werkgelegenheid, Arbeid en Sociaal Overleg.

De partijen vragen de algemeen verbindend verklaring aan.

Artikel 11. Inwerkingtreding, ^{geëdigheids}duur en opzegging van de CAO

§ 1. Deze CAO treedt in werking op datum van 1 januari 2019 en wordt gesloten voor onbepaalde duur.

§ 2. Deze CAO kan door een van de partijen worden opgezegd met in achtneming van een opzeggingstermijn van zes maanden. De opzegging wordt betekend bij aangetekend schrijven, gericht aan de Voorzitter van het Paritair Subcomité voor de Pannenbakkerijen.

§ 3. Voorafgaandelijk aan de opzegging bedoeld in § 2, moet het Paritair Subcomité voor de Pannembakkerijen de beslissing nemen om het Sectoraal Pensioenstelsel op te heffen. Deze beslissing tot opheffing is enkel geldig wanneer zij overeenkomstig Art. 10, § 1, 3° van de WAP, minstens 80% van de stemmen van de gewone of plaatsvervangende leden die de werkgevers vertegenwoordigen en minstens 80% van de stemmen van de gewone of plaatsvervangende leden die de werknemers vertegenwoordigen, heeft behaald.

Bijlagen:

1. Pensioenreglement
2. Samenstelling van het toezichtscomité (zie hoofdstuk I, Sectie 3 in onderliggend Pensioenreglement)

Bijlage 1: Pensioenreglement gewijzigde versie 1 januari 2019 en vervangt de versie van 9 juni 2010

Gewijzigd en/of vervolledigd om het aan te passen aan:

- de wet van 15 mei 2014 houdende diverse bepalingen, waarvan de meeste bepalingen in werking zijn getreden op 29 juni 2014 (BS 19/06/2014);
- de wet van 18 december 2015 tot waarborging van de duurzaamheid en het sociale karakter van de aanvullende pensioenen en tot versterking van het aanvullende karakter ten opzichte van de rustpensioenen die in werking is getreden op 1 januari 2016 (BS 24/12/2015).
- de nieuwe wetgeving inzake verwerking van persoonsgegevens, meer bepaald: Verordening (EU) 2016/679 van het Europees Parlement en de Raad van 27 april 2016 betreffende de bescherming van natuurlijke personen in verband met de verwerking van persoonsgegevens en betreffende het vrije verkeer van die gegevens en tot intrekking van Richtlijn 95/46/EG (Pb.L. 119/1 van 4 mei 2016).

HOOFDSTUK I - ALGEMEENHEDEN

Sectie 1. DOEL EN VOORWERP VAN DE PENSIOENTOEZEGGING

Het onderhavige pensioenreglement wordt opgemaakt in uitvoering van de collectieve arbeidsovereenkomst van 9 juni 2010 tot invoering van een sectoraal aanvullend pensioenstelsel voor de werklieden van de Pannembakkerijen.

Het pensioenreglement bepaalt de aansluitingsvoorwaarden, de regels en modaliteiten inzake de uitvoering van de Pensioentoezegging, alsook de rechten en plichten van de Inrichter, de Aangeslotenen en hun begunstigden:

Het doel van de Pensioentoezegging is het garanderen van een bovenwettelijk pensioenvoordeel betaalbaar aan:

- de Aangeslotene, indien hij in leven is op de Pensioenleeftijd;
- de begunstigde(n) voorzien door onderhavig reglement, in geval van overlijden van de Aangeslotene voor de Pensioenleeftijd .

Sectie 2. DEFINITIES

2.1. *Aangeslotene*

Alle Werklieden die behoren tot het personeel waarvoor de Inrichter een sectoraal aanvullend pensioenstelsel heeft ingevoerd en die aan de aansluitingsvoorwaarden van het pensioenreglement voldoen en de gewezen Werklieden die nog steeds actuele of uitgestelde rechten genieten overeenkomstig het pensioenreglement.

2.2. *Werklieden*

Werklieden en werksters die in uitvoering van een arbeidsovereenkomst zijn tewerkgesteld.

2.3. *CAO van 09/06/2010*

De collectieve arbeidsovereenkomst van 09/06/2010 gesloten in het Paritair Subcomité voor de Pannembakkerijen (PSC 113.04) tot invoering van een sectoraal aanvullend pensioenstelsel voor de Werklieden van de Pannembakkerijen.

2.4. *FSMA*

Autoriteit voor Financiële Diensten en Markten.

2.5. *Financieringsfonds*

Stelsel van collectieve reserve, dat wordt beheerd overeenkomstig de in huidige pensioenreglement gedefinieerde doelstellingen en bepalingen.

2.6. *Individuele rekening*

De binnen de Pensioeninstelling per Aangeslotene voorziene rekening waarop de bijdragen zijn gestort overeenkomstig de bepalingen van het onderhavige reglement.

2.7. *Inrichter*

Het fonds voor bestaanszekerheid, genaamd het Fonds voor bestaanszekerheid voor de Pannembakkerijen, waarvan de statuten vastgesteld worden door de collectieve arbeidsovereenkomst van 9 juni 2010 tot wijziging en coördinatie van de statuten van het Fonds voor bestaanszekerheid voor de Pannembakkerijen.

2.8. *Pensioenleeftijd*

De Pensioenleeftijd is de leeftijd waarop de Aangeslotene recht heeft op zijn/haar wettelijk pensioen en die wordt opgenomen hieronder.

- Tot en met 1 januari 2025 is de wettelijke pensioenleeftijd bepaald op de eerste dag van de maand die volgt op de maand waarin hij/zij de leeftijd van 65 jaar bereikt.
- vanaf 1 februari 2025 is de wettelijke pensioenleeftijd bepaald op de eerste dag van de maand die volgt op de maand waarin hij/zij de leeftijd van 66 jaar bereikt.
- vanaf 1 februari 2030 is de wettelijke pensioenleeftijd bepaald op de eerste dag van de maand die volgt op de maand waarin hij/zij de leeftijd van 67 jaar bereikt.

De Pensioenleeftijd wordt verdaagd in de volgende gevallen:

- Zolang de Aangeslotene in dienst blijft van de werkgever na de pensioenleeftijd zonder zijn wettelijk pensioen op te nemen
- Zolang de gewezen werknemer zijn verworven reserves in het sectoraal pensioenstelsel laat en uiterlijk tot de opname van het wettelijk pensioen

Deze individuele verdaging gebeurt overeenkomstig de bepalingen voorzien in het pensioenreglement of, bij gebreke daaraan, voor opeenvolgende periodes van één jaar.

De individuele verdaging van de Pensioenleeftijd zal plaatsvinden volgens de door de pensioen- of verzekeringsinstelling bij de bevoegde controleautoriteit ingediende tarieven die in voege zijn op de datum van de verdaging.

2.9. Pensionering

Het moment dat de Aangeslotene effectief op pensioen gaat (kan zowel vervroegd zijn, op de wettelijke Pensioenleeftijd, en kan ook later indien er een verdaging van de Pensioenleeftijd is)

2.10. Pensioeninstelling

AG Insurance, Naamloze vennootschap, met maatschappelijke zetel te 1000 Brussel, Emile Jacquainlaan 53 (toegelaten door de Commissie voor Bank, Financie- en Assurantiewezenen onder het nummer 79), hierna de Pensioeninstelling genoemd.

2.11. Pensioenstelsel

Een collectieve pensioentoezegging

2.12. Pensioentoezegging

De toezegging van een aanvullend pensioen door de Inrichter aan de Werklieden waarvan de

werkgever onder het toepassingsgebied van de CAO van 09/06/2010 valt en die de aansluitingsvoorwaarden van dit Pensionreglement vervullen, alsook hun rechthebbenden.

2.13. Uittreding

Hetzij de beëindiging van de overeenkomst, anders dan door overlijden of Pensionering. Wordt evenwel niet als een uittreding beschouwd, de beëindiging van de arbeidsovereenkomst, anders dan door overlijden of Pensionering, die wordt gevolgd door het sluiten van een arbeidsovereenkomst met een andere werkgever, op voorwaarde dat er in het geval van een multi-inrichterspensioenstelsel een overeenkomst bestaat die de overname van rechten en verplichtingen regelt;

Hetzij het einde van de aansluiting vanwege het feit dat de werknemer niet langer de aansluitingsvoorwaarden van het sectoraal pensioenstelsel vervult, zonder dat dit samenvalt met de beëindiging van de arbeidsovereenkomst, anders dan door overlijden of Pensionering;

Hetzij het einde van de aansluiting vanwege het feit dat de werkgever of, in geval van de overgang van de arbeidsovereenkomst, de nieuwe werkgever niet langer valt onder het toepassingsgebied van de collectieve arbeidsovereenkomst die het sectoraal pensioenstelsel heeft ingevoerd.

2.14. *Verworven prestaties*

De prestaties waarop de Aangeslotene aanspraak kan maken overeenkomstig huidig pensioenreglement, indien hij bij zijn Uittreding zijn Verworven reserves bij de Pensioeninstelling laat.

2.15. *Verworven reserves*

De reserves waarop de Aangeslotene op een bepaald ogenblik recht heeft overeenkomstig het pensioenreglement.

2.16. *WAP*

De wet van 28 april 2003 betreffende de aanvullende pensioenen en het belastingstelsel van die pensioenen en van sommige aanvullende voordelen inzake sociale zekerheid.

2.17. *Werkgever*

Iedere Werkgever die onder het toepassingsgebied van de CAO van 09/06/2010 ressorteert.

Sectie 3. TOEZICHTSCOMITE

In overeenstemming met artikel 41, § 2 van de WAP zal er een toezichtscomité worden opgericht.

Het toezichtscomité is samengesteld voor de helft uit leden die het personeel vertegenwoordigen aan wie de Pensioentoezegging wordt gedaan, die aangeduid zijn overeenkomstig de regels van artikel 41, § 1, tweede en derde lid van de WAP, en voor de andere helft uit Werkgevers.

Het toezichtscomité ziet toe op de uitvoering van de Pensioentoezegging en wordt in het bezit gesteld van de verklaring inzake de beleggingsbeginselen bedoeld in artikel 41bis van de WAP en van het verslag bedoeld in artikel 42, § 1 van de WAP voor de mededeling ervan aan de Inrichter.

HOOFDSTUK II. BESCHRIJVING VAN HET SECTORAAL AANVULLEND PENSIOENSTELSEL

Sectie I. AANSLUITING

De aansluiting bij het sectoraal aanvullend pensioenstelsel is verplicht voor alle Werklieden in dienst op het ogenblik van de inwerkingtreding van onderhavig reglement of later bij een werkgever die onder het toepassingsgebied van de CAO van 09/06/2010 valt, en dit ongeacht de aard van de arbeidsovereenkomst.

Zijn echter uitdrukkelijk uitgesloten:

- a. De werklieden tewerkgesteld via een overeenkomst van studentenarbeid;
- b. De werklieden tewerkgesteld met een overeenkomst gesloten in het kader van het industrieel leerlingenwezen (ILW) of het individuele beroepsopleiding (IBO);
- c. De werklieden die hun Pensioenleeftijd verdagen en, arbeid blijven verrichten in de sector in kader van een arbeidsovereenkomst en een pensioenuitkering genieten, met uitzondering van gepensioneerden die het werk hervat hebben voor 1 januari 2016.

Vanaf 1 januari 2019 vindt de aansluiting bij het sectoraal aanvullend pensioenstelsel plaats vanaf de indiensttreding. Voor de werklieden die reeds in dienst waren op 31 december 2018, vond de aansluiting plaats op de datum waarop de betrokkenen 12 maand anciënniteit bereikt hadden of

ten laatste op de leeftijd van 25 jaar of op 1 januari 2019.

De aansluiting houdt op vanaf het moment dat bovenstaande aansluitingsvoorwaarden niet meer gerespecteerd zijn.

Sectie 2. PENSIOENTOEZEGGING

§ 1. De Pensioentoezegging is een toezegging van het type vaste bijdrage. De Inrichter verbindt zich ertoe aan de Pensioeninstelling volgende bijdrage per jaar per Aangeslotene te berekenen en te betalen ter financiering van de Pensioentoezegging:

Met ingang van 1 januari 2019 betaalt de Inrichter voor elke Aangeslotene een totale netto premie die 0,36% van het "bruto jaarloon" van de Aangeslotene bedraagt. Dit "bruto jaarloon" wordt voor een voltijdse Aangeslotene die een vol jaar in dienst is, bepaald als het product van zijn reëel uurloon x 38uur/week x 13/3 weken/maand x 13,92 maand/jaar. Deze toezegging wordt geproorateerd in functie van de tewerkstelling en het tewerkstellingsregime.

Om aanspraak te maken op de Pensioentoezegging, moet de Aangeslotene in de loop van de 12 maanden voor 30 november van elk jaar, een effectieve prestatie verricht hebben in de sector.

Arbeidsongeschiktheid als gevolg van een arbeidsongeval wordt gelijkgesteld met een effectieve prestatie.

Onverminderd de bepalingen in verband met de minimumgarantie voorzien door de wetgeving en reglementering van toepassing op de aanvullende pensioenen, waarborgt de Inrichter geen rendement.

De Inrichter staat in voor de betaling van de toepasselijke taksen en sociale zekerheidsbijdragen.

De jaarlijkse bijdragen tot de Pensioentoezegging worden op 1 december van elk jaar betaald door de Inrichter aan de Pensioeninstelling en dit voor de eerste maal op 1 december 2010.

De Pensioeninstelling stort de betaalde bijdragen op de individuele rekeningen.

De bijdragen worden als koopsom op de individuele rekening van elk der deelnemers gestort met als vervaldag 1 december. Wanneer de totale gestorte werkgeversbijdrage lager is dan deze die krachtens het reglement moet worden toegewezen aan de werkgeversbijdrage-overeenkomst, wordt het verschil uit het Financieringsfonds geput.

§ 2. De betaling van de bijdragen houdt op in geval van overlijden van de Aangeslotene voor de Pensioenleeftijd of in geval de Aangeslotene de aansluitingsvoorwaarden niet meer vervult.

§ 3. De verzekeringstechniek die aangewend wordt om de uitkering bij in leven zijn op de Pensioenleeftijd te financieren is deze van "Uitgesteld Kapitaal Met Terugbetaling van de opgebouwde Reserve bij overlijden voor de Pensioenleeftijd (UKMTR)"

De uitkering in geval van overlijden voor de Pensioenleeftijd- is gelijk aan de op dat moment Verworven reserves, eventueel verhoogd met de door de Pensioeninstelling toegekende verdeling der resultaten.

§ 4. Het rendement van de Pensioentoezegging is gelijk aan de som van de intrestvoet en van de eventuele winstdeelnamen toegekend door de Pensioeninstelling aan de Individuele rekeningen.

Er wordt geen vrije reserve opgebouwd. Dit doet geen afbreuk aan de bepalingen betreffende het bestaan en de werking van het Financieringsfonds.

§ 5. De Pensioeninstelling gaat een resultaatsverbintenis aan voor de kapitalisatie van de betaalde premies op basis van het tarief neergelegd bij de FSMA en volgens de eventuele bijkomende modaliteiten voorzien in het reglement.

Sectie 3. BEHEER

Het beheer van de Pensioentoezegging wordt door de Inrichter toevertrouwd aan AG Insurance, Naamloze vennootschap, met maatschappelijke zetel te 1000 Brussel, Emile Jacqmainlaan 53 (toegelaten door de Commissie voor Bank, Financie- en Assurantiewezenen onder het nummer 79), hierna de Pensioeninstelling genoemd.

Sectie 4. WINSTDELING

In aanvulling op de technische intrestvoet, wordt een winstdeelname toegekend aan de Individuele rekeningen volgens het jaarlijks winstdeelnameplan zoals jaarlijks meegedeeld aan de FSMA.

Sectie 5. WAARBORG LEVEN

§ 1. Aangeslotenen in dienst voor 1 januari 2019 kunnen aanspraak maken op de Verworven reserves en prestaties berekend overeenkomstig huidig pensioenreglement indien ze op 1 januari 2019 nog in dienst zijn. Voor Aangeslotenen in dienst getreden na 1 januari 2019 zijn de reserves die opgebouwd worden op de individuele rekeningen onmiddellijk verworven. De aangeslotenen in dienst voor 1 januari 2019 maar niet langer in dienst op 1 januari 2019, vallen onder de toepassing van het Pensioenreglement van 9 juni 2010.

De Verworven reserves zijn minimaal gelijk aan de reserves krachtens de WAP en haar uitvoeringsbesluiten.

§ 2. Indien het bedrag van de opgebouwde reserve kleiner zou zijn dan het bedrag van de verworven reserve zoals die voortvloeit uit de WAP en haar uitvoeringsbesluiten, worden de ontbrekende reserves geput uit het Financieringsfonds. Indien de middelen van het Financieringsfonds ontoereikend zouden zijn, kan de Aangeslotene zich enkel richten tot de Inrichter. De Pensioeninstelling kan niet verplicht worden om dit tekort aan te zuiveren in de plaats van de Inrichter.

§3. De Aangeslotene die uitgetreden is heeft het recht op afkoop van zijn Verworven reserves vanaf bepaalde leeftijd. Voor de leeftijd wordt verwezen naar de overgangsmatregelen die opgenomen zijn in de WAP.

In geval van afkoop moet vooraf een aanvraag bij de Pensioeninstelling ingediend worden door middel van een schrijven, gedateerd en ondertekend door de Aangeslotene.

Voorschotten op prestaties, inpandgevingen van pensioenrechten voor het waarborgen van een lening en de toewijzing van de afkoopwaarde aan de wedersamenstelling van een hypotheclair

krediet zijn niet toegelaten.

§ 4. De Aangeslotene blijft pensioenrechten opbouwen zolang hij in dienst is en niet geniet van een Belgische pensioenuitkering. De Pensionering van de Aangeslotene sluit de aansluiting of het behoud van aansluiting bij het sectoraal pensioenstelsel uit, met uitzondering van de Aangeslotene die op 1 januari 2016 reeds in de hoedanigheid van gepensioneerde bij het sectoraal pensioenstelsel was aangesloten.

Sectie 6. WAARBORG OVERLIJDEN

In geval van overlijden van de Aangeslotene voor de Pensioenleeftijd , worden de Verworven reserves uitgekeerd aan de begunstigde(n).

Bij overlijden wordt de volgende rangorde van begunstigde(n) in aanmerking genomen:

- a. de echtgeno(o)te van de Aangeslotene behalve indien hij uit de echt of gerechtelijk van tafel en bed gescheiden is of de wettelijk samenwonende behalve indien aan de samenwoning een einde is gemaakt volgens de wettelijke procedure (onder wettelijke samenwoning wordt verstaan de toestand van samenleven van twee personen die een verklaring van wettelijke samenwoning hebben afgelegd door middel van een geschrift dat tegen ontvangstbewijs werd overhandigd aan de ambtenaar van de burgerlijke stand van de gemeenschappelijke woonplaats);
- b. bij ontstentenis, de kinderen van de Aangeslotene, in gelijke delen. Indien een van de kinderen van de Aangeslotene overleden is, komt het aandeel van dit kind, in gelijke delen, toe aan zijn kinderen; bij ontstentenis, in gelijke delen, aan de andere kinderen van de Aangeslotene;
- c. bij ontstentenis, de vader en de moeder van de Aangeslotene;
- d. bij ontstentenis, het Financieringsfonds.

De begunstigde(n) maakt of maken aan de Inrichter een uittreksel uit de overlijdensakte over evenals een door de begunstigde of zijn wettelijke vertegenwoordiger ingevuld en ondertekend formulier, zoals dit met dit doel is opgesteld door de Pensioeninstelling ter vereffening van de voordelen. In alle gevallen betekent het ingevuld en ondertekenend document van vereffening een kwijting voor het gedeelte van het kapitaal, dat aan iedere begunstigde toekomt.

De Inrichter kan ieder bijkomend document opvragen om de identiteit van de begunstigde te verifiëren.

Sectie 7. VEREFFENING

§ 1. De prestatie leven wordt berekend op de datum van pensionering en aan de Aangeslotene betaald op het moment van pensionering. Deze prestatie wordt aan de Aangeslotene uitbetaald binnen de 30 dagen die volgen op de mededeling door de Aangeslotene aan de pensioen- of verzekeringsinstelling, van de gegevens die voor de uitbetaling noodzakelijk zijn.

Zowel het voordeel bij leven, als het voordeel bij overlijden worden in kapitaal uitbetaald. De Aangeslotene, of in geval van overlijden, zijn rechthebbende(n) heeft (hebben) evenwel het recht om de omvorming van het kapitaal in een rente te vragen.

De Inrichter brengt de Aangeslotene van dit recht op de hoogte twee maanden voor de Pensioenleeftijd.

In geval van overlijden van de Aangeslotene brengt de Inrichter de rechthebbenden van dit recht op de hoogte binnen de twee weken nadat ze van het overlijden op de hoogte is gebracht.

De wijze van berekening van de rente is bepaald in de WAP en haar uitvoeringsbesluiten. De omvorming in rente is echter niet mogelijk wanneer het jaarlijks bedrag van de rente bij de aanvang ervan lager is dan of gelijk aan 500 EUR. Het minimum bedrag van 500 EUR wordt geïndexeerd volgens de bepalingen van de WAP (spilindex basis 1996: op 1.1.2004 = 111,64; op 1.1.2007 = 118,47).

§ 2. De Aangeslotene maakt aan de Pensioeninstelling een door hem of zijn wettelijke vertegenwoordiger ingevuld en ondertekend formulier over, zoals dit met dit doel is opgesteld door de Pensioeninstelling ter vereffening van de voordelen.

Het ingevuld en ondertekend document van vereffening betekent een kwijting voor de uitbetaalde som.

De Inrichter en de Pensioeninstelling kunnen ieder bijkomend document opvragen om de identiteit van de Aangeslotene te verifiëren.

Sectie 8. UITTREDING

Binnen een termijn van één jaar stelt de Inrichter, dan wel de Aangeslotene zelf alvorens de Inrichter dit heeft gedaan, de Pensioeninstelling schriftelijk van de Uittreding in kennis.

De Pensioeninstelling deelt uiterlijk binnen de dertig dagen na deze kennisgeving aan de Inrichter, minimaal de volgende gegevens mee (zie ook artikel 31, §1, 2^{de} lid WAP):

- Het bedrag van de Verworven reserves, desgevallend aangevuld tot de bedragen gewaarborgd met toepassing van artikel 24 van de WAP;
- Het bedrag van de verworven prestaties;

Bij Uittreding die verstaan wordt bij lid 1 en 3 van artikel 2.12, heeft de Aangeslotene een aantal keuzemogelijkheden wat betreft de bestemming van zijn verworven reserves, desgevallend aangevuld tot de bedragen van de minimumgarantie overeenkomstig de wetgeving en reglementering van toepassing op de aanvullende pensioenen.

Bij uittreding die verstaan wordt onder lid 2 van artikel 2.12, zijn er geen keuzemogelijkheden.

Hij kan opteren voor een overdracht naar een andere pensioeninstelling en kan daarbij kiezen voor:

- de overdracht naar de pensioeninstelling van zijn nieuwe werkgever, met inbegrip van de sector waaronder zijn nieuwe werkgever ressorteert, voor zover hij bij de pensioentoezegging van die werkgever of sector wordt aangesloten.
- De overdracht naar een pensioeninstelling bedoeld bij KB van 14/11/2003 betreffende de toekenning van bovenwettelijke voordelen aan de werknemers bedoeld bij het KB n° 50 van 24/10/1976 betreffende het rust- en overlevingspensioen voor werknemers en aan de personen bedoeld in art. 31, 1^{ste} lid, 1° en 2° van het Wetboek van inkomstenbelastingen 1992, tewerkgesteld buiten een arbeidsovereenkomst.

Desgevallend wordt de overdracht beperkt tot het gedeelte van de reserves waarop geen voorschot of in pandgeving werd toegestaan, of dat niet werd toegewezen aan de wedersamenstelling van een hypothecair krediet.

De Pensioensinstelling voert de overdracht uit binnen de 30 dagen nadat zij van de beslissing tot overdracht werd ingelicht.

Indien de Aangeslotene niet kiest voor de overdracht naar een andere pensioeninstelling kan hij:

- Zijn Verworven reserves in het pensioenstelsel laten zonder wijziging. In dat geval geniet hij van een overlijdensdekking gelijk aan het bedrag van de Verworven reserves:
- Opteren om zijn Verworven reserves vervroegd te ontvangen voor zover dit niet strijdig is met de wetgeving en reglementering van toepassing op de aanvullende pensioenen.

Indien de Aangeslotene zijn keuze niet schriftelijk heeft meegedeeld binnen de 30 dagen nadat hij van de diverse keuzemogelijkheden op de hoogte werd gebracht, wordt hij geacht te hebben gekozen voor het behoud van zijn Verworven reserves bij de Pensioen zonder wijziging van de Pensioentoezegging. Na afloop van die termijn kan hij te allen tijde nog kiezen voor de overdracht van zijn Verworven reserves naar een ander pensioeninstelling of naar de onthaalstructuur.

De aanzuivering van eventuele tekorten t.a.v. de minimumgarantie overeenkomstig de wetgeving en reglementering van toepassing op de aanvullende pensioenen wordt ten laatste verricht op één van de volgende gebeurtenissen:

- De overdracht van de verworven reserves naar een andere pensioeninstelling of de onthaalstructuur.
- De Pensionering van de Aangeslotene
- De opheffing van het pensioenstelsel.

Sectie 9. FINANCIERINGSFONDS

§1. In uitvoering van dit reglement wordt een Financieringsfonds opgericht.

§ 2. Werking van het Financieringsfonds

a) Inkomsten van het Financieringsfonds

- De overlijdenskapitalen in uitvoering van hoofdstuk II sectie 6 hierboven.
- De rendementen toegekend door de Pensioeninstelling, verhoogd met het aandeel in de verdeling van de resultaten van de Pensioeninstelling.

b) Uitgaven van het Financieringsfonds

- De eventuele aanvullingen op de individueel opgebouwde reserves bedoeld in Hoofdstuk II Sectie 5 § 2 hierboven.
- Het eventuele verschil tussen de totale gestorte werkgeversbijdrage en deze die krachtens het reglement moet worden toegewezen aan de werkgeversbijdrage-overeenkomst bedoeld in Hoofdstuk II Sectie 2 §2 hierboven.

§ 3. Eigendom en beheer van het Financieringsfonds.

Het Financieringsfonds behoort toe aan de Aangeslotenen.

Het Financieringsfonds wordt beheerd door de Pensioeninstelling en ontvangt hetzelfde globaal rendement, dat aan de reserves toegekend wordt.

Indien een Werkgever of Werkman om een of andere reden ophoudt deel uit te maken van het toepassingsgebied van de CAO van 03/10/2019, kan hij op geen enkele wijze aanspraak maken op de tegoeden van het Financieringsfonds.

§ 4. In geval van definitieve opheffing van de Pensioentoezegging of in geval van het verdwijnen van de Inrichter, om welke reden dan ook en zonder dat de verplichtingen worden overgenomen door een derde, worden de eventueel achterstallige bijdragen aangezuiverd en wordt het Financieringsfonds daarna verdeeld onder de Aangeslotene in verhouding tot hun Verworven reserves.

Sectie 10. NIET-BETALING VAN DE BIJDRAGEN

De bijdragen die in uitvoering van onderhavig reglement verschuldigd zijn, dienen door de Inrichter aan de Pensioeninstelling te worden gestort binnen de daartoe voorziene termijnen.

In geval van niet betaling van de bijdragen door de Inrichter, wordt hij bij een aangetekend schrijven door de Pensioeninstelling in gebreke gesteld.

Dit aangetekend schrijven waarin de Inrichter wordt aangemaand te betalen en zijn aandacht gevestigd wordt op de gevolgen van de niet-betaling, wordt verstuurd ten laatste dertig dagen na de vervaldatum voor de betaling van de bijdragen.

Indien binnen de dertig dagen na deze ingebrekestelling de Inrichter niet overgaat tot betaling van de bijdragen:

- dan zal de Pensioeninstelling binnen de daarop volgende dertig dagen iedere Aangeslotene van deze niet-betaling bij gewoon schrijven in kennis stellen;
- dan worden de Individuele rekeningen gereduceerd. Zij blijven verder onderworpen aan het onderhavige pensioenreglement.

De Inrichter mag schriftelijk vragen dat de individuele rekeningen die wegens de niet-betaling van de bijdragen gereduceerd werden, terug in werking worden gesteld. Iedere terug inwerkingstelling die meer dan 3 jaar na de datum van de reductie van de Individuele rekeningen wordt gevraagd, is onderworpen aan het voorafgaandelijk akkoord van de Pensioeninstelling.

Sectie 11. FISCALE BEPALINGEN EN BRUTO BEDRAGEN

§1. Wanneer de Aangeslotene en de begunstigde hun woonplaats in België hebben, is op basis van de situatie geldend bij aanvang van deze Pensioentoezegging de Belgische wetgeving van toepassing op zowel de premies als de uitkeringen. Indien dit niet het geval is, dan zouden de fiscale en/of sociale lasten kunnen toegepast worden op basis van buitenlandse wetgeving, in uitvoering van de internationale verdragen die ter zake gelden.

§2. Op basis van de Belgische fiscale wetgeving van kracht op de ingangsdatum van de Pensioentoezegging vormen de werkgeversbijdragen aftrekbare beroepskosten voor zover het totaal bedrag van de door dit reglement naar aanleiding van pensionering gewaarborgde uitkeringen, de wettelijke pensioenen en enig andere uitkering van dezelfde aard de 80 % van het

laatste normale brutoloon niet overschrijdt. Hierbij wordt rekening gehouden met de normale duur van de beroepswerkzaamheid, die overdraagbaarheid ten gunste van de overlevende echtgeno(o)t(e) (met een maximum van 80 %) en de voorziene indexatie van de rente (met een maximum van 2 %).

§3. Alle bedragen, voordelen en uitkeringen die voortvloeien uit dit pensioenreglement en uit het sectoraal aanvullend pensioenstelsel zijn bruto bedragen, waarop alle bij wet verschuldigde inhoudingen, heffingen, bijdragen en belastingen in mindering gebracht moeten worden. Al deze inhoudingen, heffingen, bijdragen en belastingen zijn ten laste van de Aangeslotene(n) of de begunstigde(n).

Sectie 12. WIJZIGING OF OPHEFFING VAN HET SECTORAAL AANVULLEND PENSIOENSTELSEL

§ 1. Wijziging of opheffing van de Pensioentoezegging

De Inrichter kan de Pensioentoezegging wijzigen, opheffen of overdragen naar een andere Pensioeninstelling, mits eerbiediging van de voorschriften neergelegd in de WAP.

De eventuele wijziging van de Pensioentoezegging zal in geen geval een vermindering van de Verworven prestaties of van de Verworven reserves voor verlopen dienstjaren tot gevolg hebben.

In geval van opheffing van de Pensioentoezegging zal de Inrichter de Aangeslotenen onmiddellijk van zijn beslissing in kennis stellen.

In geval van opheffing van de Pensioentoezegging, worden de Individuele rekeningen van de Aangeslotenen gereduceerd. Deze regel is eveneens van toepassing in geval van het verdwijnen van de Inrichter.

§ 2. Verandering van Pensioeninstelling en/of overdrachten

Wanneer de groepsverzekering bij de Pensioeninstelling wordt stopgezet met echter verderzetting van het sectoraal aanvullend pensioenstelsel bij een andere Pensioeninstelling worden de Individuele rekeningen van de Aangeslotenen gereduceerd.

De Inrichter licht de FSMA voorafgaandelijk in over de verandering van de Pensioeninstelling en van de eventueel daaruit voortvloeiende overdracht van de reserves. De Inrichter stelt eveneens de Aangeslotenen hiervan in kennis.

Geen enkele vergoeding of verlies van winstdelingen mag ten laste worden gelegd van de Aangeslotenen, of van de op het ogenblik van de overdracht Verworven reserves worden afgetrokken.

In geval van verandering van Pensioeninstelling zonder overdracht van de reserves blijft het Financieringsfonds bij de Pensioeninstelling.

In geval van verandering van Pensioeninstelling met overdracht van de reserves wordt het Financieringsfonds mee overgedragen, tenzij de Inrichter anders beslist.

HOOFDSTUK III VERPLICHTINGEN VAN DE INRICHTER, DE AANGESLOTENE EN DE PENSIOENINSTELLING

Sectie 1. RECHTEN EN PLICHTEN VAN DE INRICHTER

- De Inrichter zal de bijdragen voor de Pensioentoezegging onmiddellijk aan de Pensioeninstelling doorstorten.
- De Inrichter zal de door de Pensioeninstelling opgemaakte pensioenfiche verspreiden onder de Aangeslotenen.
- De Inrichter zal aan de Aangeslotenen op eenvoudig verzoek het pensioenreglement ter beschikking stellen.
- De Inrichter zal aan de Aangeslotene op eenvoudig verzoek het verslag omtrent het beheer van de Pensioentoezegging ter beschikking stellen.
- De Inrichter zal alle afspraken uitvoeren, zoals vastgelegd in een wederzijds aanvaarde en ondertekende beheersovereenkomst tussen de Inrichter en de Pensioeninstelling.
- De Inrichter zal alle andere door de WAP aan de Inrichter opgelegde verplichtingen nakomen, voor zover huidig reglement er niet van afwijkt conform de WAP en de verplichting niet aan een andere rechtspersoon heeft toevertrouwd.

Sectie 2. RECHTEN EN PLICHTEN VAN DE PENSIOENINSTELLING

- De Pensioeninstelling zal de bijdragen zonder verwijl op de individuele rekeningen doorstorten.
- De Pensioeninstelling zal jaarlijks een pensioenfiche opmaken overeenkomstig de bepalingen van artikel 26, § 1 van de WAP.
- De Pensioeninstelling deelt op eenvoudig verzoek aan de Aangeslotene een historisch overzicht mee zoals bedoeld in artikel 26, § 2 van de WAP.
- De Pensioeninstelling zal de verzekeringstarieven met respect voor de geldende wettelijke bepalingen waarborgen.
- De Pensioeninstelling zal jaarlijks aan de Inrichter het verslag over het beheer van de Pensioentoezegging bezorgen, waarin onder meer de volgende informatie is opgenomen:
 - De wijze van financiering van de Pensioentoezegging en de structurele wijzigingen in die financiering.
 - De beleggingsstrategie op lange en korte termijn en de mate waarin daarbij rekening wordt gehouden met sociale, ethische en leefmilieuaspecten.
 - Het rendement van de beleggingen.
 - De aangerekende kosten.
 - Het bedrag en de wijze van verdeling van het resultaat van de Pensioeninstelling.
- De Pensioeninstelling zal alle afspraken uitvoeren, zoals vastgelegd in een wederzijds aanvaarde en ondertekende beheersovereenkomst tussen de Inrichter en de Pensioeninstelling.
- De Pensioeninstelling zal alle andere verplichtingen nakomen, zoals deze door de WAP aan de Pensioeninstelling worden opgelegd en in uitvoering van voorgaand punt eventueel nader zijn aangevuld, voor zover huidig reglement er niet van afwijkt conform de WAP en de verplichting niet aan een andere rechtspersoon heeft toevertrouwd.

Sectie 3. RECHTEN EN PLICHTEN VAN DE AANGESLOTENE

- De Aangeslotene onderwerpt zich aan de bepalingen van het pensioenreglement.
- De Aangeslotene machtigt de Inrichter om aan de Pensioeninstelling alle inlichtingen en bewijsstukken over te maken die nodig zijn ter nakoming van de verplichtingen van de Pensioeninstelling tegenover de Aangeslotene of tegenover zijn begunstigde(n).
- De Aangeslotene of zijn begunstigde(n) maakt/maken in voorkomend geval de ontbrekende inlichtingen en bewijsstukken over aan de Inrichter of de Pensioeninstelling.

- Mocht de Aangeslotene of zijn begunstigde(n) een hem of hen door dit pensioenreglement opgelegde voorwaarde niet nakomen en mocht daardoor voor hem of hen enig verlies van recht ontstaan, dan zullen de Inrichter en de Pensioeninstelling in dezelfde mate ontslagen zijn van hun verplichtingen tegenover de Aangeslotene of zijn begunstigde(n) in verband met de bij dit pensioenreglement geregelde prestaties.

HOOFDSTUK IV. DIVERSE BEPALINGEN

Sectie 1. BESCHERMING VAN DE PERSOONLIJKE LEVENSSFEER

De Pensioeninstelling en de Inrichter hechten een bijzonder belang aan de bescherming van persoonsgegevens en verwerken deze zorgvuldig conform dit Pensioenreglement, de bepalingen van de toepasselijke privacywetgeving, de privacyverklaring van de Pensioeninstelling (beschikbaar op www.aginsurance.be) en/of het toepasselijke privacybeleid van de Inrichter.

Verwerkingsdoeleinden

De Inrichter heeft aan de werknemers tewerkgesteld in de sector een aanvullend pensioen toegekend. Hiertoe heeft de Inrichter een groepsverzekering afgesloten met de Pensioeninstelling. Met het oog op de uitvoering van de groepsverzekering ontvangt de Pensioeninstelling persoonsgegevens van de Inrichter of van derden. Zowel de Inrichter als de Pensioeninstelling zijn verantwoordelijk voor de verwerking.

De verkregen persoonsgegevens kunnen door de Pensioeninstelling en/of de Inrichter worden verwerkt voor de volgende doeleinden:

- het beheer van de groepsverzekering op basis van een wettelijke verplichting;
- het voldoen aan wettelijke en reglementaire verplichtingen zoals fiscale verplichtingen of het voorkomen van het witwassen van geld en dit op grond van een wettelijke bepaling;
- het beheer van het personenbestand voor de uitvoering van de verzekeringsovereenkomst;
- de opmaak van statistieken, de detectie en preventie van misbruiken en fraude, het samenstellen van bewijzen, de beveiliging van goederen, personen, informaticanetwerken en – systemen van de Pensioeninstelling, de optimalisatie van de processen (bijvoorbeeld inzake de evaluatie en acceptatie van een risico), en dit op grond van het gerechtvaardigd belang van AG Insurance;

- de adviesverlening bijvoorbeeld inzake pensioenopbouw en over de opties bij Pensionering op grond van het gerechtvaardigd belang van de Pensioeninstelling, tenzij de betrokkene zich hiertegen verzet.

Voor het vervullen van deze doeleinden kan de Pensioeninstelling ook persoonsgegevens ontvangen van de betrokkene zelf.

In voorkomend geval kunnen deze verwerkingsdoeleinden gebaseerd zijn op de toestemming van de betrokkene.

Categorieën van verwerkte persoonsgegevens en mogelijke ontvangers

Volgende categorieën van persoonsgegevens kunnen worden verwerkt door de Pensioeninstelling: identificatie- en contactgegevens, financiële gegevens, persoonlijke kenmerken, beroep en betrekking, samenstelling van het gezin, gerechtelijke gegevens.

Deze persoonsgegevens kunnen, indien dit noodzakelijk is voor de voornoemde doeleinden en in overeenstemming met de privacywetgeving, door de Pensioeninstelling worden meegedeeld aan andere tussenkomenende verzekeringsmaatschappijen, hun vertegenwoordigers in België, hun contactpunten in het buitenland, de betrokken herverzekeringsmaatschappijen, een expert, een advocaat, een technisch adviseur of een verwerker. Bovendien kunnen de gegevens worden meegedeeld aan om het even welke persoon of instantie in het kader van een wettelijke verplichting of een administratieve of rechterlijke beslissing of indien er een gerechtvaardigd belang bestaat.

Het is mogelijk dat de Pensioeninstelling de persoonsgegevens buiten de Europese Economische Ruimte (EER) overdraagt, naar een land dat, desgevallend, niet een passend beschermingsniveau voor persoonsgegevens kan garanderen. In deze gevallen beschermt de Pensioeninstelling echter de gegevens door de IT-beveiliging te vergroten en door contractueel een verhoogd beveiligingsniveau te eisen van zijn internationale tegenpartijen.

Rechten van de betrokkene

Binnen de grenzen van de wet:

- heeft de betrokkene het recht om kennis te nemen van zijn/haar gegevens, om ze, in voorkomend geval, te laten corrigeren;

- heeft de betrokkene het recht zich te verzetten tegen de verwerking van zijn/haar gegevens, het recht om de verwerking van zijn/haar gegevens te laten beperken, alsook het recht om zijn/haar gegevens te laten verwijderen. In die gevallen is het mogelijk dat de Pensioeninstelling de contractuele relatie niet kan uitvoeren.

Hiertoe kan de betrokkene een gedateerde en ondertekende aanvraag richten aan de Data Protection Officer ('DPO') van de Pensioeninstelling, samen met een tweezijdige kopie van zijn/haar identiteitskaart, of zich wenden tot de Inrichter via de gebruikelijke kanalen van de Inrichter.

De Data Protection Officer van de Pensioeninstelling kan worden bereikt op volgende adressen:

Per post: AG Insurance – Data Protection Officer
Emile Jacqmainlaan 53, 1000 Brussel

Of per e-mail: AG_DPO@aginsurance.be

Klachten kunnen worden ingediend bij de Gegevensbeschermingsautoriteit.

Meer informatie over hoe de Pensioeninstelling persoonsgegevens beschermt en over hoe de betrokkene zijn/haar rechten kan uitoefenen, is terug te vinden in de Privacyverklaring van de Pensioeninstelling op www.aginsurance.be

Sectie 2. WERKING IN DE TIJD

De Pensioentoezegging vangt aan op 1 januari 2019.

Sectie 3. TOEPASSELIJK RECHT

Op het pensioenreglement en alles ermee verband houdende is het Belgisch recht van toepassing. Eventuele geschillen tussen de partijen in dit verband behoren tot de bevoegdheid van de Belgische rechtbanken.

Sectie 4. SLOTBEPALING

Onderhavig pensioenreglement wordt overeengekomen op basis van de thans gekende bepalingen en toepassingen van de WAP en haar uitvoeringsbesluiten.

De bepalingen van dit pensioenreglement worden aangevuld met de algemene voorwaarden van de Pensioeninstelling. In geval van strijdigheid primeren de bepalingen van het pensioenreglement.

Bijlage 2 : Samenstelling van het toezichtscomité

De Raad van Bestuur van het Fonds voor Bestaanszekerheid voor de pannembakkerijen neemt de functie van het toezichtscomité tot zich

SOUS-COMMISSION PARITAIRE DES TUILERIES

CCT du 03/10/ 2019

Complétant la CCT du 09/06/2010 (n° 102950) avec entrée en vigueur le 01/01/2019

Instauration d'un régime de pension complémentaire sectoriel pour les ouvriers des
tuileries

Article 1. Objet de la CCT

Cette CCT est conclue en exécution de la loi du 28 avril 2003 relative aux pensions complémentaires et au régime fiscal de celles-ci et de certains avantages complémentaires en matière de sécurité sociale. Cette loi sera désignée ci-après dans cette CCT par le sigle LPC.

Cette CCT a pour unique objet l'instauration d'un régime sectoriel de pension complémentaire et comprend l'Engagement de pension du type « cotisations définies » tel que prévu au Règlement de pension joint à cette CCT comme annexe 1.

Article 2. Définitions

Pour l'application de cette CCT, les termes qui y figurent doivent être compris dans le sens prévu dans la LPC et ses arrêtés d'exécution.

En outre, les notions écrites avec une majuscule sont à comprendre dans le sens donné au Règlement de pension joint à cette CCT comme annexe 1^e.

Article 3. Champ d'application

Cette CCT s'applique aux employeurs et aux ouvriers des entreprises ressortissant à la Sous-commission paritaire des tuileries.

Par ouvriers, on entend les ouvriers et ouvrières.

Il n'est pas fait usage par la Sous-commission paritaire de la possibilité, prévue à l'article 9 de la LPC, pour les employeurs d'organiser eux-mêmes l'exécution du régime de pension par l'intermédiaire d'un régime de pension au niveau de l'entreprise (« opting out »).

Article 4. Organisateur

Le Fonds de sécurité d'existence des tuileries agit comme Organisateur du Régime sectoriel de pension.

Article 5. Choix de l'organisme de pension et gestion du Régime sectoriel de pension

En application de l'article 8 de la LPC, AG Insurance est chargé de la gestion et de l'exécution du Régime sectoriel de pension.

La gestion et l'exécution du Régime de pension sectoriel sont effectuées par AG Insurance conformément aux règles de gestion contenues dans le contrat de gestion conclu par l'Organisateur avec AG Insurance.

Article 6. Engagement de pension

Les règles et modalités relatives à l'exécution de l'Engagement de pension, ainsi que les droits et devoirs de l'Organisateur, des Affiliés et de leurs Bénéficiaires sont fixés dans le Règlement de pension qui est joint comme annexe 1^e à la présente CCT.

Conformément à l'article 41, § 2 de la LPC, un comité de surveillance sera instauré.

Le Règlement de pension contenu dans l'annexe 1^e fait partie intégrante de cette CCT.

Article 7. Procédure de sortie

L’Affilié est considéré comme « sorti » quand l’Organisateur ou l’Affilié informe par écrit l’Organisme de pension de la fin de son contrat de travail et de la fin de son occupation dans le secteur ou quand l’Affilié ne remplit plus les conditions d’affiliation. Voir pour cela l’article 2.12 dans le Règlement de pension annexé.

Dès le moment où l’Affilié est considéré comme « sorti », l’article 31, § 1^{er}, alinéas 2 et 3 et § 2 de la LPC sont d’application.

Article 8. Cotisations à percevoir

Les cotisations pour le régime de pension complémentaire, y compris les taxes et les cotisations ONSS pour les pensions complémentaires, seront perçus par l’Organisateur.

Ces cotisations font partie de la contribution des employeurs en application du chapitre 4 des statuts du Fonds de sécurité d’existence des tuileries.

Article 9. Nullité

La nullité d’un ou plusieurs articles ou parties d’articles de la présente convention collective de travail n’entraîne pas la nullité de l’ensemble de la convention collective de travail.

Article 10. Enregistrement et force obligatoire

La présente convention collective de travail sera déposée au greffe de la Direction générale des Relations collectives de travail du Service public fédéral de l’Emploi, du Travail et de la Concertation sociale.

Les parties en demandent la force obligatoire.

Article 11. Entrée en vigueur, durée de validité et dénonciation de la CCT

§ 1. La présente CCT entre en vigueur à la date de 1 Janvier 2019 et est conclue pour une durée indéterminée.

§ 2. Cette CCT peut être dénoncée par chacune des parties moyennant un préavis de six mois. La dénonciation est notifiée par lettre recommandée adressée au Président de la Sous-commission paritaire des tuileries.

§ 3. Préalablement à la dénonciation visée au § 2, la Sous-commission paritaire des tuileries doit prendre la décision d'abroger le Régime de pension sectoriel. Cette décision d'abroger n'est valide que lorsqu'elle a réuni, conformément à l'article 10, § 1^{er}, 3° de la LPC, au moins 80% des voix des membres effectifs ou suppléants représentant les employeurs et au moins 80% des voix des membres effectifs ou suppléants représentant les travailleurs.

Annexes:

1. Règlement de pension Section
2. Composition du comité de surveillance (voir chapitre 1, Alinéa 3 dans le Règlement de pension ci-dessous)

Annexe 1: Règlement de pension version modifiée du 1 janvier 2019 et remplaçant la version du 9 juin 2010

Modifié et/ ou complété afin de s'adapter à :

- la loi du 15 mai 2014 relative à diverses dispositions, dont la plupart des dispositions sont entrées en vigueur le 29 juin 2014 (MB 19/06/2014).
- la loi du 18 décembre 2015 relative à la garantie de la durabilité et du caractère social des pensions complémentaires et au renforcement du caractère complémentaire vis-à-vis les pensions de retraite entrée en vigueur le 1 janvier 2016 (MB 24/12/2015).
- la nouvelle législation relative au traitement des données à caractère personnel, notamment : Ordonnance ^{UE} (EU) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil d'administration du 27 avril 2016 relative à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et relative à la libre circulation de ces données abrogeant la Directive 95/46/EG (Jo.L. 119/1 du 4 mai 2016)

CHAPITRE 1 – GÉNÉRALITÉS

Section

Article 1. OBJET ET OBJECTIF DE L'ENGAGEMENT DE PENSION

Le présent Règlement de pension est établi en exécution de la convention collective de travail du 9 juin 2010 relative à l'instauration d'un régime de pension complémentaire sectoriel pour les Ouvriers des tuileries.

Le Règlement de pension détermine les conditions d'affiliation, les règles et les modalités relatifs à l'exécution de l'Engagement de pension, ainsi que les droits et les obligations de l'Organisateur, des Affiliés et de leurs bénéficiaires :

L'Engagement de pension a pour objectif de garantir un avantage de pension extra-légal payable à:

- l'Affilié, s'il est en vie à l'âge de la pension;
- le(s) bénéficiaire(s) prévus par le présent Règlement, en cas de décès de l'Affilié avant l'âge de la pension.

Section

Article 2. DÉFINITIONS

2.1. *Affilié*

Tous les Ouvriers appartenant au personnel pour lequel l'Organisateur a instauré un régime de pension complémentaire sectoriel et qui remplissent les conditions d'affiliation du Règlement de pension et les anciens ouvriers bénéficiant de droits actuels ou différés conformément au Règlement de pension.

2.2. *Ouvriers*

Ouvriers et ouvrières occupé(e)s en exécution d'un contrat de travail.

2.3. *CCT du 09/06/2010*

La convention collective de travail du 09/06/2010 conclue au sein de la Sous-commission paritaire des tuileries (SCP 113.04) relative à l'instauration d'un régime de pension complémentaire sectoriel pour les Ouvriers des tuileries.

2.4. *FSMA*

Autorité des services et marchés financiers.

2.5. *Fonds de financement*

Régime de réserves collectives, géré conformément aux objectifs et aux dispositions définis dans le présent Règlement de pension.

2.6. *Compte individuel*

Le compte individuel ouvert au sein de l'organisme de pension au nom de l'Affilié, sur lequel les cotisations sont versées conformément aux dispositions du présent Règlement.

2.7. *Organisateur*

Le Fonds de sécurité d'existence, dénommé le Fonds de sécurité d'existence des tuileries, dont les statuts sont établis par la convention collective de travail du 9 juin 2010, modifiant et coordonnant les statuts du Fonds de sécurité d'existence pour les tuileries.

2.8. *L'âge de la pension*

L'âge de la pension est l'âge auquel l'Affilié a droit à sa pension légale qui est décrite ci-dessous :

- Jusqu'au 1 janvier 2025 inclus, l'âge de la pension est déterminé le premier jour du mois suivant le mois au cours duquel il/elle atteint l'âge de 65 ans.
- À partir du 1er février 2025, l'âge de pension est déterminé le premier jour du mois suivant le mois au cours duquel il/elle atteint l'âge de 66 ans.
- À partir du 1er février 2030, l'âge de pension est déterminé le premier jour du mois suivant le mois au cours duquel il/elle atteint l'âge de 67 ans.

L'âge de la pension est ^{prorogé} prorogé dans les cas suivants :

- Tant que l'Affilié reste employé par l'employeur après l'âge de la pension sans prendre sa pension légale
- Tant que l'ancien ^{travailleur} employé décide de laisser ses réserves Acquisées au régime de pension sectoriel et au plus tard jusqu'au moment de la prise de la pension légale

Cette prorogation individuelle a lieu conformément aux dispositions du Règlement de pension, ou à défaut, pour des périodes consécutives d'un an. La prorogation individuelle de l'âge de la pension se déroulera conformément aux taux soumis par l'organisme de pension ou l'organisme d'assurance à l'autorité de surveillance compétente, taux en vigueur à la date de la prorogation.

2.9. Pension

Le moment où l'Affilié prend réellement sa pension (peut aussi bien être anticipé, être à l'âge de la pension légale, et peut être aussi plus tard en cas de prorogation de l'âge de pension).

2.10. Organisme de pension

AG Insurance, Société Anonyme, dont le siège social est à 1000 Bruxelles, Avenue Emile Jacqmain 53 (reconnue par la Commission bancaire, financière et des assurances sous le numéro 79), ci-après dénommée « Organisme de pension ».

2.11. Régime de pension

Un engagement collectif de pension.

2.12. Engagement de pension

L'attribution d'une pension complémentaire par l'Organisateur aux Ouvriers dont l'employeur ressortit au champ d'application de la CCT du 09/06/2020 et qui remplissent les conditions d'affiliation de ce Règlement de pension, ainsi que leurs Ayants droit.

2.13. Désaffiliation *Saché*

Soit la résiliation de la convention autre que le décès ou la Pension. N'est pas considéré comme *Saché* ~~désaffiliation~~, la résiliation du contrat de travail autre que le décès ou la Pension suivie par la conclusion d'un contrat de travail avec un autre employeur, à condition que, dans le cas d'un régime de pension multi-organisateur, il existe une convention réglant les droits et les obligations de reprise.

Soit la fin de l'affiliation à cause du fait que *le travailleur* ~~l'employé~~ ne remplit plus les conditions d'affiliation du Régime de pension sectoriel, sans que cela coïncide avec la résiliation du contrat de travail, autre que le décès ou la Pension.

Soit la fin de l'affiliation à cause du fait que l'employeur ou, en cas de transfert du contrat de travail, le *nouvel* ~~nouveau~~ employeur, ne ressortit plus au champ d'application de la convention collective de travail ~~instauré par~~ le Régime de pension sectoriel.
qui instaure

2.14. Prestations acquises

Les prestations auxquelles l'Affilié a droit conformément au présent Régime de pension, s'il décide de laisser ses réserves Acquises à l'Organisme de pension au moment de sa Désaffiliation.

2.15. Réserves Acquises

Les réserves auxquelles l'Affilié a droit à un moment donné, conformément au Règlement de pension.

2.16. LPC

La loi du 28 avril 2003 relative aux pensions complémentaires et *au* ~~le~~ régime fiscal de ces pensions et à certains avantages complémentaires en matière de sécurité sociale.

2.17. Employeur

Chaque Employeur ressortissant au champ d'application de la CCT du 09/06/2010.

Section

Article 3. COMITÉ DE SURVEILLANCE

Un comité de surveillance sera instauré conformément à l'article 41, § 2 de la LPC.

Le comité de surveillance est composé pour la moitié de membres représentant le personnel à qui l'Engagement de pension s'applique et désignés conformément aux dispositions de l'article 41, § 1, 2^{ème} et 3^{ème} alinéa de la LPC, en pour l'autre moitié d'Employeurs.

Le comité de surveillance veille à l'exécution de l'Engagement de pension et reçoit la déclaration relative aux principes de la politique de placement mentionnés dans l'article 41bis de la LPC et le rapport mentionné dans l'article 42, § 1 de la LPC avant sa notification à l'Organisateur.

CHAPITRE II. DESCRIPTION DU RÉGIME DE PENSION COMPLÉMENTAIRE SECTORIEL

Section

Article I. AFFILIATION

L'affiliation au Régime de pension complémentaire sectoriel est obligatoire pour tous les Ouvriers ^{occupés} employés, au moment de l'instauration du présent règlement ou plus tard, auprès d'un employeur ressortissant au champ d'application de la CCT du 09/06/2010, et ceci quelle que soit la nature du contrat de travail.

Sont expressément exclus :

- a. Les ouvriers employés dans le cadre d'un contrat de travail étudiant ;
- b. Les ouvriers employés par une convention conclue dans le cadre du système d'apprentissage industriel (CAI) ou dans le cadre de la formation professionnelle individuelle (FPI) ;
- c. Les ouvriers qui ajournent leur âge de la pension et qui continuent à travailler dans le secteur dans le cadre d'une convention de travail et bénéficiant d'une allocation de pension, à l'exception des pensionnés ayant repris le travail avant le 1^{er} janvier 2016

À partir du 1^{er} janvier 2019, l'affiliation au Régime de pension complémentaire sectoriel commence au moment de l'entrée en fonction. Pour les ouvriers qui étaient déjà employés le 31 décembre 2018, l'affiliation a commencé à la date à laquelle les concernés avaient atteint une ancienneté de 12 mois ou avaient atteint l'âge de 25 ans au plus tard au 1^{er} janvier 2019. L'affiliation prend fin à partir du moment où les conditions d'affiliation ci-dessus ne sont plus respectées.

Section

Article 2. ENGAGEMENT DE PENSION

§ 1. L'Engagement de pension est un engagement du type contribution fixe. L'Organisateur s'engage à calculer et payer la contribution annuelle ci-dessous par Affilié à l'organisme de pension afin de financer le paiement de l'Engagement de pension :

À compter du 1er janvier 2019, l'Organisateur paie une prime nette totale pour chaque Affilié représentant 0,36% du « salaire annuel brut » de l'Affilié. Ce « salaire annuel brut » est déterminé pour un Affilié à temps plein et employé pendant une année complète, comme le produit de son salaire horaire réel x 38 heures/semaine x 13/3 semaines/mois x 13,92 mois/ans. Cet engagement est calculé au prorata en fonction de l'emploi et du régime d'emploi.

Pour pouvoir exiger l'Engagement de pension, l'Affilié doit avoir réalisé une prestation effective dans le secteur au cours des 12 mois précédant le 30 novembre de chaque année.

L'incapacité de travail résultant d'un accident du travail est assimilée à une prestation effective.

Sans préjudice des dispositions relatives à la garantie minimale prévue par la législation et la réglementation d'application aux pensions complémentaires, l'Organisateur ne garantit pas de rendement.

L'Organisateur est responsable du paiement des taxes et cotisations de sécurité sociale applicables.

Les cotisations annuelles à l'Engagement de pension sont versées par l'Organisateur à l'Organisme de pension le 1^{er} décembre de chaque année, et ceci pour la première fois le 1^{er} décembre 2010.

L'Organisme de pension verse les cotisations payées sur les comptes individuels.

Les cotisations sont versées sur le compte individuel de chaque participant sous la forme d'une prime unique dont la date d'expiration est le 1^{er} décembre. Si le total des cotisations payées par l'employeur est inférieur au total qui doit être imputé, en vertu du règlement, à la convention de contribution de l'employeur, la différence est prélevée sur le Fonds de financement.

§ 2. Le paiement des cotisations cesse en cas de décès de l’Affilié avant l’âge de pension ou si l’Affilié ne remplit plus les conditions d’affiliation.

§ 3. La technique d’assurance utilisée pour le financement de l’allocation en cas de vie au moment de l’âge de pension est celle du « Capital Différé Avec Remboursement de la Réserve constituée au décès avant l’âge de pension » (CDARR).

L’allocation en cas de décès avant l’âge de pension est égale aux réserves Acquisées à ce moment, éventuellement augmentées par la répartition des résultats alloués par l’Organisme de pension.

§ 4. Le rendement de l’Engagement de pension est égal à la somme du taux d’intérêt et de la participation éventuelle aux bénéfices accordée par l’Organisme de Pension aux comptes individuels.

Aucune réserve disponible n’est constituée. Ceci est sans préjudice des dispositions relatives à l’existence et au fonctionnement du Fonds de financement.

§ 5. L’Organisme de pension contracte une obligation de résultat pour la capitalisation des primes payées sur la base du taux déposé auprès de la FSMA et selon les éventuelles modalités supplémentaires prévues dans le règlement.

Section

~~Article 3. GESTION~~

La gestion de l’Engagement de pension est confiée par l’Organisateur à AG Insurance, Société Anonyme, dont le siège social est situé à 1000 Bruxelles, Avenue Emile Jacqmain 53 (reconnue par la Commission Bancaire, Financière et Assurances sous le numéro 79), dénommé ci-après l’Organisme de pension.

Section

~~Article 4. PARTICIPATION AUX BÉNÉFICES~~

Outre le taux d’intérêt technique, une participation aux bénéfices est accordée aux comptes individuels conformément au plan annuel sur la participation aux bénéfices comme communiqué chaque année à la FSMA.

Section

Article 5. LES GARANTIES "VIE"

§ 1. Les Affiliés occupés avant le 1^{er} janvier 2019 peuvent exiger les réserves et prestations Acquises calculées conformément au présent règlement de pension s'ils sont toujours en service au 1^{er} janvier 2019. Pour les Affiliés entrés en service après le 1^{er} janvier 2019, les réserves accumulées sur les comptes individuels sont immédiatement acquises. Les Affiliés étant employés avant le 1^{er} janvier 2019 mais qui n'étaient plus employés le 1^{er} janvier 2019, sont soumis au Règlement de pension du 9 juin 2010.

Les réserves Acquises sont au moins égales aux réserves en vertu de la LPC et ses décisions d'application.

§ 2. Si le montant de la réserve accumulée était inférieur au montant de la réserve accumulée résultant de la LPC et ses ~~décisions d'application~~ ^{actes d'exécution}, les réserves manquantes sont prélevées sur le Fonds de financement. Si les ressources du Fonds de financement étaient insuffisantes, l'Affilié ne peut s'adresser qu'à l'Organisateur. L'Organisme de pension ne peut pas être obligé de couvrir le déficit à la place de l'Organisateur.

§3. Á partir d'un certain âge, l'Affilié qui a démissionné a droit au rachat de ses réserves Acquises. Pour l'âge, il est fait référence aux mesures transitoires incluses dans la LPC.

En cas de rachat, une demande doit être préalablement soumise à l'Organisme de pension moyennant une lettre, datée et signée par l'Affilié.

Des avances pour des prestations, nantissements de droits de pension pour garantir un prêt et l'attribution de la valeur de rachat à la reconstitution d'un crédit hypothécaire, ne sont pas permis.

§ 4. L'Affilié continue à accumuler des droits de pension tant qu'il est employé et qu'il ne bénéficie pas d'une allocation de pension belge. La pension de l'Affilié exclut l'affiliation ou le maintien de l'affiliation au Régime de pension sectoriel, à l'exception de l'Affilié qui était déjà affilié au 1^{er} janvier 2016 au Régime de pension sectoriel en tant que pensionné.

Section

Article 6. GARANTIE DÉCÈS

En cas de décès de l’Affilié avant l’âge de la pension, les réserves Acquisées sont versées au(x) bénéficiaire(s).

En cas de décès, l’ordre de priorité des bénéficiaires suivant est pris en en compte :

- a. Le conjoint de l’Affilié pour autant qu’il ne soit pas séparé judiciairement de corps et de biens ou séparé de fait, ou la personne qui cohabite légalement sauf si la cohabitation a pris fin conformément à la procédure légale (on entend par cohabitation légale, la situation de cohabitation de deux personnes ayant fait une déclaration de cohabitation légale au moyen d’un document remis contre récépissé à l’agent de l’état civil de leur domicile commun) ;
- b. À défaut, les enfants de l’Affilié, à parts égales. Si l’un des enfants de l’affilié est décédé, la part de cet enfant appartient à parts égales à ses enfants, à défaut, à parts égales, aux autres enfants de l’Affilié ;
- c. À défaut, le père et la mère de l’Affilié ;
- d. À défaut, le Fonds de financement.

Le(s) bénéficiaire(s) soumet(tent) à l’Organisateur un extrait du certificat de décès ainsi qu’un document dûment rempli et signé par le bénéficiaire ou son représentant légal, le document est établi à cet effet par l’Organisme de pension pour le paiement des avantages. Dans tous les cas, le document de paiement rempli et signé, signifie une décharge pour la partie du capital appartenant à chaque bénéficiaire.

L’Organisateur peut demander tout document supplémentaire pour vérifier l’identité du bénéficiaire.

Section

Article 7. PAIEMENT

§ 1. L’indemnité vie est calculée à la date de la pension et est versée à l’Affilié au moment de la pension.

Cette prestation est versée à l’Affilié dans les 30 jours suivant à la notification des données nécessaires pour le paiement par l’Affilié à l’Organisme de pension ou d’assurance.

Aussi bien l'indemnité de vie que l'indemnité de décès sont payées en capital. L'Affilié, ou en cas de décès, son/ses bénéficiaire(s), a/ont le droit de demander la conversion du capital sous forme de rente.

L'Organisateur informe l'Affilié de ce droit deux mois avant l'âge de pension.

En cas de décès de l'Affilié, l'Organisateur informe les bénéficiaires de ce droit dans les deux semaines suivant le décès.

La date à laquelle il a été informé du

La méthode de calcul de la rente est déterminée dans la LPC et ses ^{arrêts d'exécution} ~~décisions d'application~~. La conversion sous forme de rente n'est néanmoins pas possible si le montant annuel de la rente est, dès le départ, inférieur ou égal à 500 EUR. Le montant minimum de 500 EUR est indexé conformément aux dispositions ~~de~~ ^{de} la LPC (base indice pivot de 1996 : au 1.1.20014 = 111,64 ; au 1.1.2007 = 118,47).

§ 2. L'Affilié soumet à l'Organisme de pension un document dûment rempli et signé par lui-même ou par son représentant légal, le document établi à cet effet par l'Organisme de pension pour le paiement des avantages.

Le document de paiement rempli et signé, signifie une décharge pour le montant versé.

L'Organisateur et l'Organisme de pension peuvent demander tout document supplémentaire permettant de vérifier l'identité de l'Affilié.

Section

~~Article 8. DÉSAFFILIATION~~ *Société*

Dans un délai d'un an, l'Organisateur ou l'Affilié lui-même avant que l'Organisateur l'ait fait, informe par écrit l'Organisme de pension de la ~~désaffiliation~~ *Société*.

Dans les 30 jours suivant cette notification par l'Organisateur, l'Organisme de pension fournit au moins les données suivantes (voir également l'article 31, §1, ^{ème} ~~2ème~~ alinéa LPC) :

- Le montant des réserves Acquisées, éventuellement complété aux montants garantis en ^A ~~jusqu'à~~ *jusqu'*

application de l'article 24 de la LPC ;

- Le montant des prestations acquises,

En cas de sortie

~~Par désaffiliation~~ telle que défini par ^{e l'}alinéa 1^e et 3 de l'article 2.12, l'Affilié a un certain nombre ^{jusqu'} d'options en ce qui concerne l'affectation de ses réserves Acquises, éventuellement complétées aux montants minimum garantis conformément à la législation et la réglementation d'application aux pensions complémentaires.

En cas de sortie

~~Par désaffiliation~~ telle que défini par alinéa 2 de l'article 2.12, il n'y pas d'options.

Il peut opter pour un transfert vers une autre Organisme de pension et ainsi opter pour :

- Le transfert à l'Organisme de pension de son nouveau employeur, y compris ^{du} le secteur auquel appartient son ^{nouvel} employeur, dans la mesure où il sera affilié à l'Engagement de pension de cet employeur ou secteur.
- Le transfert à un Organisme de pension visé par l'arrêté royal du 14/11/2003 relatif à l'octroi d'avantages extra-légaux aux ^{travailleurs} employés visés par l'arrêté royal n° 50 du 24/10/1976 relatif à la pension de retraite et de survie pour ^{travailleurs} employés et personnes visés dans l'article 31, 1^{er} alinéa, 1° et 2° du Code de ^{l'impôt} sur le revenu de 1992, employés en dehors un contrat de travail. ^{les impôts}

Le transfert est éventuellement limité à la partie des réserves sur laquelle aucun avantage ou nantissement n'a été octroyé, ou qui n'a pas été affectée à la reconstitution d'un crédit hypothécaire. L'Organisme de pension procède au transfert dans les 30 jours suivant la notification sur la décision de transfert.

Si l'Affilié ne choisit pas pour un transfert vers un autre organisme de pension, il peut :

- Laisser ses réserves Acquises dans le régime de pension sans changement. Dans ce cas, il bénéficie d'une couverture décès égale au montant des réserves Acquises.
- Opter pour recevoir ses réserves Acquises de manière anticipée dans la mesure où cela n'est pas contraire à la législation et réglementation ~~des pension~~ complémentaires. ^{sur les pensions}

Si l'Affilié n'a pas communiqué son choix par écrit dans les 30 jours après avoir été informé des différentes options, il est censé avoir choisi pour le maintien de ses réserves Acquises dans la Pension sans modification à l'Engagement de pension. À la fin de cette période, il peut encore choisir à tout

moment de transférer ses réserves Acquises vers une autre organisme de pension ou structure de réception. *d'accueil*

La couverture d'éventuels déficits par rapport à la garantie minimale conformément ^à la législation et réglementation d'application aux pensions complémentaires est effectuée au plus tard lors d'un des événements suivants :

- Le transfert des réserves Acquises vers une autre organisme de pension ou structure de réception. *d'accueil*
- La pension de l'Affilié .
- La liquidation du Régime de pension.

Section

Article 9. FONDS DE FINANCEMENT

§1. Un Fonds de financement est constitué en application de ce règlement.

§ 2. Fonctionnement du Fonds de financement

a) Revenus du Fonds de financement

- Les capitaux décès en application du chapitre II *Section* Article 6 ci-dessus.
- Les rendements accordés par l'Organisme de pension, augmentés de la part de la répartition des résultats de l'Organisme de pension.

b) Dépenses du Fonds de financement

- Les couvertures éventuelles des réserves accumulées individuellement visées au Chapitre II *Section* Article 5 § 2 ci-dessus.
- La différence éventuelle entre le total de la cotisation patronale versée et le total, en vertu du règlement, est à attribuer conformément à la convention de cotisation patronale visée au Chapitre II *Section* Article 2 § 2 ci-dessus.

§ 3. Propriété et gestion du Fonds de financement

Le Fonds de financement appartient aux Affiliés

Le Fonds de financement est géré par l'Organisme de pension et reçoit le même rendement global que celui attribué aux réserves.

Si pour une raison quelconque, un Employeur ou un Ouvrier cesse de tomber sous le champ d'application de la CCT du 03/10/2019, il ne peut en aucun cas réclamer les avoirs du Fonds de financement.

§ 4. En cas de liquidation définitive de l'Engagement de pension ou en cas de disparition de l'Organisateur, pour une raison quelconque et sans que les obligations soient assumées par un tiers, les cotisations éventuelles en retard seront couvertes et, ensuite, le Fonds de financement est réparti entre les Affiliés proportionnellement à leurs réserves accumulées.

Section

Article 10. NON-PAIEMENT DES COTISATIONS

Les cotisations dues en application du présent règlement, doivent être versées par l'Organisateur à l'Organisme de pension dans les délais prévus à cet effet.

En cas de non-paiement des cotisations par l'Organisateur, ~~celui-ci sera~~ envoyé par l'Organisme de pension une lettre de mise en demeure par recommandée.

lui adressera

recommandée

qui

Cette lettre recommandée dans laquelle l'Organisateur est rappelé de payer et attire l'attention de celui-ci sur les conséquences en cas de non-paiement, est envoyée au plus tard trente jours après la date d'échéance du paiement des cotisations.

Si l'Organisateur ne procède pas au paiement des cotisations dans les trente jours suivant cette mise en demeure :

- Dans les trente jours suivants, L'Organisme de pension informera par lettre ordinaire chaque Affilié de ce non-paiement.

- Ensuite, les comptes individuels sont réduits. Ils continuent à être soumis au présent Règlement de pension.

L'Organisateur peut demander par écrit de réactiver les comptes individuels réduits à cause du non-paiement des cotisations. Chaque réactivation, demandée plus de trois ans après la date de réduction des comptes individuels, est soumise à l'approbation préalable de l'Organisme de pension.

Section

Article 11. DISPOSITIONS FISCALES ET MONTANTS BRUTS

§1. Si l'Affilié et son bénéficiaire sont domiciliés en Belgique, la législation belge s'applique aux primes et aux allocations en fonction de la situation prévalant au début du présent Engagement de pension. Si tel n'est pas le cas, les charges fiscales et/ou de sécurité sociale pourraient être appliquées sur la base d'une législation étrangère, en application des conventions internationales pertinentes.

§2. Conformément à la législation fiscale belge en vigueur à la date de début de l'Engagement de pension, les cotisations de l'employeur constituent des dépenses professionnelles déductibles dans la mesure où le montant total des allocations garanties, des pensions légales et tout autre allocation de même nature par ce règlement de pension, ne dépasse pas le 80% du dernier salaire brut normal. ^{En tenant compte de} Ceci ~~prend en compte~~ la durée normale de l'activité professionnelle, ~~cette de Co~~ transférabilité en faveur du conjoint survivant (avec un maximum de 80%) et ^{de} l'indexation anticipée de l'intérêt (avec un maximum de 2%).

§3. Tous les montants, avantages et allocations provenant de ce Règlement de pension et du Régime de pension complémentaire sectoriel sont des montants bruts, sur lesquels toutes les déductions, prélèvements, cotisations et impôts dus par la loi, doivent être déduits. Toutes ces déductions, cotisations et impôts sont à charge du ou des Affilié(s) ou du ou des bénéficiaires

Section

Article 12. MODIFICATION OU ANNULATION DU RÉGIME DE PENSION COMPLÉMENTAIRE SECTORIEL

§ 1. Modification ou annulation de l'Engagement de pension

L'Organisateur peut modifier, annuler ou transférer l'Engagement de pension à une autre Organisme de pension, à condition que les dispositions énoncées dans la LPC soient respectées.

La modification éventuelle n'entraînera en aucun cas une réduction des prestations Acquisées ou des réserves Acquisées des années de service précédentes.

En cas d'annulation de l'Engagement de pension, l'Organisateur informera immédiatement les Affiliés de sa décision.

En cas d'annulation de l'Engagement de pension, les comptes individuels des Affiliés sont réduits. Cette règle s'applique également en cas de disparition de l'Organisateur.

§ 2. Changement d'Organisme de pension et/ou transferts

Si l'assurance collective de l'Organisme de pension est annulée avec cependant continuation du Régime de pension complémentaire sectoriel dans une autre Organisme de pension, les comptes individuels de l'Affilié sont réduits.

L'Organisateur informe préalablement la FSMA du changement d'Organisme de pension et du transfert éventuel des réserves qui en résulte. L'Organisateur en informe également les Affiliés.

Aucune compensation ou perte de participation aux bénéfices ne peut être chargée aux Affiliés, ou être déduite des réserves Acquisées au moment du transfert.

En cas de changement d'Organisme de pension sans transfert des réserves, le Fonds de financement reste dans l'Organisme de pension.

En cas de changement d'Organisme de pension avec transfert des réserves, le Fonds de financement est également transféré, sauf si l'Organisateur en décide autrement.

CHAPITRE III OBLIGATIONS DE L'ORGANISATEUR, DE L'AFFILIÉ ET DE L'ORGANISME DE PENSION

Section

Article 1. DROITS ET OBLIGATIONS DE L'ORGANISATEUR

- L'Organisateur transférera les cotisations pour l'Engagement de pension immédiatement à l'Organisme de pension.
- L'Organisateur diffusera le formulaire de pension établi par l'Organisme de pension aux Affiliés.
- L'Organisateur mettra le Règlement de pension à la disposition des Affiliés sur simple demande.
- L'Organisateur mettra le rapport sur la gestion de l'Engagement de pension à la disposition des Affiliés sur simple demande.
- L'Organisateur exécutera tous les accords tels que définis dans une convention de gestion mutuellement acceptée et signée par l'Organisateur et l'Organisme de pension.
- L'Organisateur remplira toutes les autres obligations imposées à l'Organisateur par la LPC dans la mesure où le présent règlement ne s'en écarte pas conformément à la LPC et si l'obligation n'a pas été confiée à une autre personne morale.

Section

Article 2. DROITS ET OBLIGATIONS DE L'ORGANISME DE PENSION

- L'Organisme de pension transférera les cotisations sur les comptes individuels sans délai.
- L'Organisme de pension établira annuellement un formulaire de pension conformément aux dispositions de l'article 26, § 1 de la LPC.
- L'Organisme de pension fournira, sur simple demande, à l'Affilié un aperçu historique tel que mentionné à l'article 26, §2 de la LPC.
- L'Organisme de pension garantira les tarifs d'assurance en respectant les dispositions légales applicables.
- L'Organisme de pension fournira chaque année à l'Organisateur le rapport sur la gestion de l'Engagement de pension, comprenant entre autres les informations suivantes :
 - Le mode de financement de l'Engagement de pension et les changements structurels apportés à ce financement.
 - La stratégie d'investissement à long et à court terme et la mesure dans laquelle les aspects sociaux, éthiques et environnementaux sont pris en compte.

- Le rendement des investissements.
 - Les frais facturés.
 - Le montant et la méthode de distribution du résultat de l'Organisme de pension.
- L'Organisme de pension exécutera tous les accords tels que définis dans une convention de gestion mutuellement acceptée et signée par l'Organisateur et l'Organisme de pension.
 - L'Organisme de pension remplira toutes les autres obligations, comme celles imposées à l'Organisme de pension par la LPC et éventuellement complétées en application du ~~paragraphe~~ ^{point} précédent, dans la mesure où le présent règlement ne s'en écarte pas conformément à la LPC et si l'obligation n'a pas été confiée à une autre personne morale.

Section

Article 3. DROITS ET OBLIGATIONS DE L'AFFILIÉ

- L'Affilié doit se conformer aux dispositions du Règlement de pension.
- L'Affilié autorise l'Organisateur à fournir à l'Organisme de pension toutes les informations et les pièces justificatives nécessaires afin que l'Organisme de pension puisse remplir les obligations vis-à-vis de l'Affilié ou de son/ses bénéficiaire(s).
- L'Affilié ou son/ses bénéficiaire(s) transférera (ont) en cas de nécessité les informations manquantes et les pièces justificatives à l'Organisateur ou l'Organisme de pension.
- Si l'Affilié ou son/ses bénéficiaire(s) ne respecte(nt) pas une condition qui leur est imposée par le présent Règlement de pension et si cela entraîne une perte de leur droit, l'Organisateur et l'Organisme de pension seront libérés de leurs obligations envers l'Affilié ou son/ses bénéficiaire(s) en rapport avec les prestations réglées dans le présent Règlement de pension.

CHAPITRE IV. DISPOSITIONS DIVERSES

Section

Article 1. PROTECTION DE LA VIE PERSONNELLE

L'Organisme de pension et l'Organisateur attachent une importance particulière à la protection des données à caractère personnel et les traitent avec soin conformément à ce présent Règlement de pension, les dispositions de la législation applicable sur la protection de la vie privée, à la déclaration sur la vie privée de l'Organisme de pension (disponible sur www.aginsurance.be) et/ou à la politique en matière de protection de la vie privée de l'Organisateur.

Objectifs de traitement

L'Organisateur a octroyé aux ^{travailleuses} employés du secteur une pension complémentaire. À cette fin, l'Organisateur a souscrit une assurance de groupe auprès de l'Organisme de pension. En vue de la mise en œuvre de l'assurance de groupe, l'Organisme de pension reçoit des données à caractère personnel de la part de l'Organisateur ou de tiers. Aussi bien l'Organisateur que l'Organisme de pension sont responsables du traitement.

Les données à caractère personnel obtenues, peuvent être traitées par l'Organisme de pension et/ou l'Organisateur aux fins suivantes :

- La gestion de l'assurance de groupe sur la base d'une obligation légale ;
- Le respect des obligations légales et réglementaires telles que les obligations fiscales ou la prévention du blanchiment de capitaux et ceci sur la base d'une disposition légale ;
- La gestion du dossier personnel pour l'exécution du contrat d'assurance ;
- La compilation de statistiques, la détection et prévention des abus et des fraudes, la compilation de preuves, la protection des biens, des personnes, des réseaux et des systèmes informatiques de l'Organisme de pension, l'optimisation des processus (par exemple en ce qui concerne l'évaluation et l'acceptation d'un risque), et ce en fonction de l'intérêt légitime d'AG Insurance ;
- Les services de conseils par exemple sur la constitution d'une pension et sur les options de pension en fonction de l'intérêt légitime de l'Organisme de pension, sauf si le concerné s'y oppose.

Afin de pouvoir remplir ces objectifs, l'Organisme de pension peut également recevoir les données à caractère personnelle de la personne concernée.

Dans ce cas, les objectifs de traitement sont basés sur le consentement de la personne concernée.

Catégories de données à caractère personnel et destinataires potentiels

L'Organisme de pension peut traiter les catégories de données à caractère personnel suivantes :

Données d'identification et coordonnées de contact, données financières, caractéristiques personnelles, profession et relation, composition de la famille, données juridiques.

Ces données à caractère personnel peuvent, si cela est nécessaire aux fins susmentionnées et conformément à la législation sur la protection de la vie privée, être communiquées par l'Organisme de pension à d'autres sociétés d'assurance intervenantes, à leurs représentants en Belgique, à leurs points de contact à l'étranger, aux sociétés de réassurance impliquées, à un expert, à un avocat, à un conseiller

technique ou un transformateur. En outre, les données peuvent être communiquées à n'importe quelle personne ou organisation dans le cadre d'une obligation légale ou décision administrative ou judiciaire ou s'il existe un intérêt légitime.

Il est possible que l'Organisme de pension transfère les données de caractère personnel en dehors de l'Espace Économique Européen (EEE), vers un pays qui possiblement ne peut pas garantir un niveau de protection adéquat des données à caractère personnel. Toutefois, dans ce cas, l'Organisme de pension protège les données en renforçant la sécurité informatique et en exigeant contractuellement un niveau de sécurité plus élevé de ses contreparties internationales.

Droits de la personne concernée

Dans les limites de la loi :

- La personne concernée a le droit de prendre connaissance de ses données, et éventuellement de les faire corriger.
- La personne concernée a le droit de s'opposer au traitement de ses données, le droit de restreindre le traitement de ses données et le droit de faire supprimer ses données. Dans ce cas, il est possible que l'Organisme de pension ne puisse pas exécuter la relation contractuelle.

Pour ce faire, la personne concernée peut adresser une demande datée et signée au Délégué à la Protection des Données ('DPD') de l'Organisme de pension, accompagnée d'une copie recto-verso de sa carte d'identité, ou s'adresser à l'Organisateur par les voies habituelles utilisées pour le contacter.

Le Délégué à la Protection des Données de l'Organisme de pension peut être contacté aux adresses suivantes :

Par courrier: AG Insurance – Délégué à la Protection des Données

Avenue Emile Jacqmain, 53 - 1000 ~~Brusset~~ Bruxelles

Ou par e-mail: AG_DPO@aginsurance.be

Des plaintes peuvent être soumises à l'autorité de protection des données.

Pour plus d'informations sur la manière dont l'Organisme de pension protège les données à caractère personnel et sur la manière dont la personne concernée peut exercer ses droits, voir la déclaration de confidentialité de l'Organisme de pension sur www.aginsurance.be

Section

~~Article~~ 2. APPLICATION DANS LE TEMPS

L'Engagement de pension entre en vigueur le 1^{er} janvier 2019

Section

~~Article~~ 3. DROIT APPLICABLE

Le droit belge s'applique au Règlement de pension et à tout ce qui est lié a ce Règlement.

Tout différent entre les parties à cet égard, relève de la compétence des tribunaux belges.
différend

Section

~~Article~~ 4. DISPOSITION FINALE

Le présent Règlement de pension est convenu sur la base des dispositions et applications actuellement connues de la LPC et ses décisions d'application. ~~acceptés d'exécution.~~

Les dispositions de ce Règlement de pension sont complétées par les conditions générales de l'Organisme de pension. En cas de conflit, les dispositions du Règlement de pension prévalent.

Annexe 2 : Composition du comité de surveillance

Le Conseil d'administration du Fonds de sécurité d'existence pour les tuileries assume le rôle de comité de surveillance.